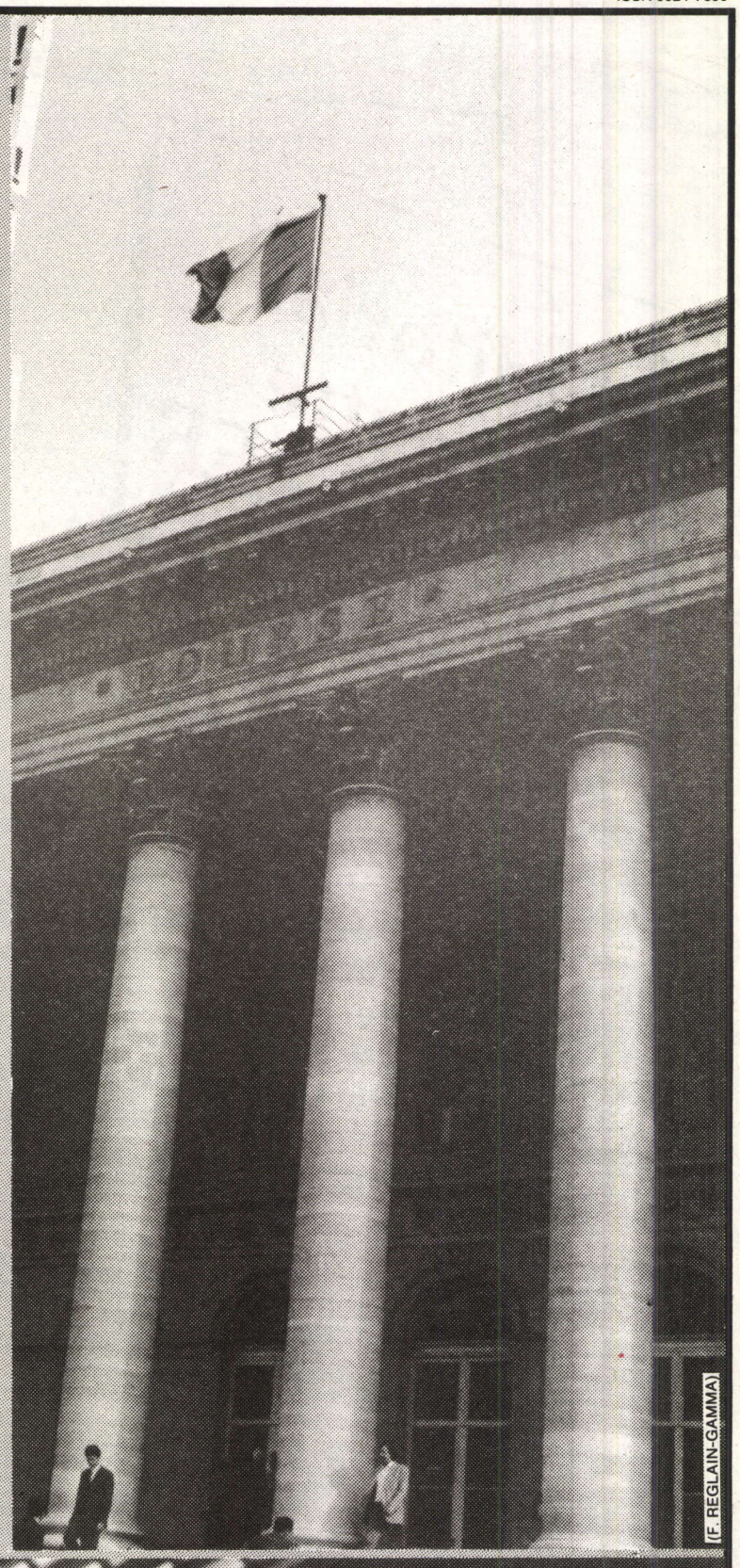
ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

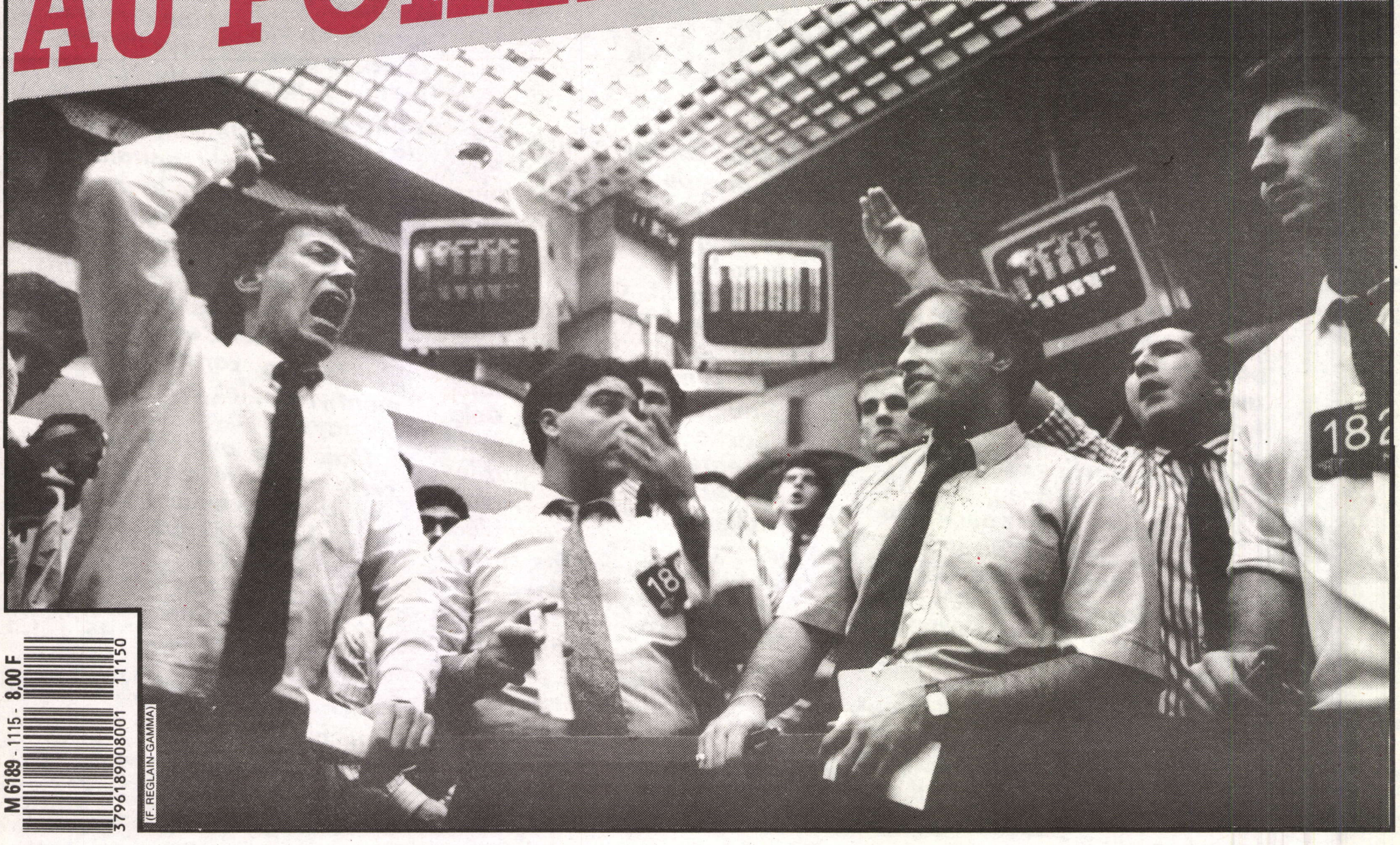
Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 115 - 20 octobre 1989 - prix : 8 F

Les soubresauts de la Bourse

ILS JOUENT L'ECONOMIE AU POKER



(F. REGLAIN-GAMMA)



(F. REGLAIN-GAMMA)

M 6189 - 1115 - 8,00 F
3796189008001 11150

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Les soubresauts de la Bourse

ILS JOUENT L'ÉCONOMIE AU POKER

Deux ans, presque jour pour jour, après le krach boursier d'octobre 1987, voilà de nouveau le monde de la Bourse, de New York à Paris en passant par Londres et Francfort en pleine tempête.

S'agit-il des premières manifestations d'une crise catastrophique, ou bien ne s'agit-il, cette fois encore, que d'une fièvre passagère dont le système se relèvera, jusqu'à ce qu'une prochaine crise l'ébranle ? Personne n'en sait rien.

Ceux qui sont responsables de cette crise, c'est-à-dire les banques et les grosses sociétés qui s'affrontent sur le marché boursier au travers d'opérations spéculatives qui sont autant de parties de poker où les enjeux se chiffrent par milliards, s'en tireront pour la plupart quand elles n'en profiteront pas. Mais nombre d'entreprises moyennes ne s'en relèveront pas et seront rachetées à bas prix. C'est chacun pour soi, malheur aux vaincus.

Les experts, qu'ils se classent parmi les optimistes qui pronostiquent une rémission, ou parmi les pessimistes qui prophétisent la catastrophe, sont de toute façon totalement impuissants à comprendre quoi que ce soit, tout bonnement parce que ce système est un système complètement irrationnel.

On a comparé le système boursier international à un vaste casino planétaire. La comparaison n'est pas fausse. Sauf que dans cette partie ce ne sont pas ceux qui jouent le plus gros qui risquent de se retrouver en caleçon, mais par contre leur attitude insensée signifie plus de pauvreté et de misère, plus d'injustice sociale pour la majorité de la population mondiale.

Car l'argent qu'ils misent dans ces opérations, ce n'est pas seulement des bouts de papier symboliques comme ceux que l'on s'échange dans une partie de monopoly. Cela représente une bonne partie des richesses produites par les travailleuses et les travailleurs, richesses accumulées sous forme de profits sur les comptes en banque des capitalistes. Ces milliards qui peuvent passer d'un compte à l'autre, par le simple jeu d'une opération financière, ou qui peuvent tout d'un coup disparaître en fumée, c'est toujours du travail, souvent de la sueur et parfois du sang de prolétaires.

Ils ont une bonne mine ces beaux parleurs, tous ces messieurs des conseils d'administration qui donnent des leçons de morale aux travailleurs, et plus particulièrement en ce moment à ceux de Peugeot et à ceux des Impôts, en leur disant qu'il faut savoir être sérieux et responsable, et qu'il faut savoir sacrifier ses intérêts particuliers à l'intérêt général.

L'intérêt général dont ils parlent, c'est l'intérêt de la Société Générale, de la Compagnie Générale d'Electricité, de la Générale des Eaux, de PSA, de Michelin et de quelques centaines de sociétés cotées en Bourse.

Et, d'un autre côté, ils ont bonne mine de nous avoir présenté ces derniers temps le capitalisme comme un modèle d'efficacité économique et sociale, en opposition à ce qui se passe dans les pays de l'Est, même si les pays de l'Est ne sont sûrement pas un exemple de société idéale, loin de là.

De l'efficacité du capitalisme, on peut en prendre la mesure en constatant ce qu'elle a produit dans les trois quarts de la planète, dans ces pays dits sous-développés parce qu'ils ont été et sont encore surexploités, en constatant comment vivent les travailleurs de ces pays.

Mais une autre facette de cette efficacité, c'est ce qui se passe actuellement dans les Bourses du monde. Dans la seule Bourse de New York, vendredi 13 octobre, il a disparu une somme équivalente au budget annuel de l'Etat français.

En fait d'efficacité, quel gâchis !

L'URSS abandonne à leur cours ses ex-satellites

LA RDA DÉJÀ SUR UNE NOUVELLE ORBITE

G. Mérillon/Gamma

On a appris mercredi 18 octobre que Erich Honecker, le chef du Parti Communiste est-allemand, avait démissionné, officiellement pour raison de santé.

Mais s'il est encore trop tôt pour dire quelle sera l'orientation de ses successeurs, il est évident qu'en l'espace de bien peu de temps le régime est-allemand, que beaucoup présentaient comme immuable, s'est mis à chanceler à son tour. Et il est de fait beaucoup plus fragile que celui d'aucun autre Etat des démocraties populaires.

Il ne s'annonce pas en RDA de simples changements politiques, même spectaculaires. Ce à quoi on peut assister à terme en Allemagne de l'Est, mais plus vite que personne ne l'imagine, c'est à la disparition pure et simple de la RDA, du moins en tant qu'Etat formellement indépendant.

TOUT CHANGE TRES VITE

Depuis que les dirigeants hongrois, sciemment et sans doute avec l'accord de Gorbatchev, ont découpé une sortie de secours dans la frontière de barbelés qui sépare la Hongrie de l'Autriche et l'Est de l'Ouest, des milliers, puis des dizaines de milliers d'habitants de la RDA se sont engouffrés dans la brèche.

Mais bien plus notable est l'effervescence – et ses suites – dont la récente visite de Gorbatchev a donné le signal. Le dirigeant soviétique avait pris le risque, voire l'initiative, que sa réaffirmation que désormais, la politique menée par Berlin ne se décidait plus à Moscou soulève le couvercle de la marmite. Elle a de toute évidence encouragé la contestation. Ce sont d'abord quelques milliers de personnes qui ont manifesté le samedi 7 octobre. Puis ils ont été plus de 50 000 le lundi 9 octobre à Leipzig. Puis plus de 100 000 une semaine plus tard, toujours à Leipzig : une foule compacte et déterminée de jeunes et de moins jeunes, d'intellectuels et d'ouvriers, réclamant libertés et démocratie et en appelant à «Gorbi»...

Le régime est-allemand semble de moins en moins en état d'inspirer la peur. Il a dû faire le choix de laisser les flics aux vestiaires. Les centaines de manifestants incarcérés ces derniers jours auraient été relâchés. Le quotidien officiel *Neues Deutschland* publie des «critiques» sous forme de courrier des lecteurs. La télévision officielle dit déjà le centième de la vérité... que beaucoup connaissent de toute façon par les chaînes ouest-allemandes qui inondent toute la RDA. Par ailleurs, des opposants apparaissent enfin au grand jour, ou du moins à la lueur des cierges des églises évangéliques qui sont devenues les hâvres de la contestation. Et ils sont officieusement autorisés. *«Nouveau Forum»* (qui aurait en quelques jours rassemblé plus de 10 000 signatures), *«Ferment démocratique»*, *«Démocratie maintenant»*, *«Parti social-démocrate»*... des organisations cristallisent le mécontentement et expriment surtout l'aspiration générale aux libertés démocratiques.

Le pouvoir semble aussi chercher le moyen de s'amender. Des membres en vue de l'appareil du SED se sont déjà montrés dans des manifestations. Mais parmi tous les responsables et défenseurs du régime, il est bien difficile de savoir qui peut se recycler. Même Gorbatchev, pourtant partisan de la Glasnost, en est réduit, par *Nouvelles de Moscou* interposées, à présenter comme un «innovateur» un certain Kurt Hager dont la tâche a pourtant consisté pendant vingt ans à interdire la parution de tous les livres, films et pièces de théâtre qui dérangeaient !

UN ETAT A CEDER

Cela dit, l'URSS a fait son deuil de son influence sur les pays de l'Europe de l'Est. Elle la cède à qui en veut. Et pour ce qui concerne la RDA, c'est évidemment la RFA qui est d'emblée preneuse. Si le régime commence à se lézarder parce que l'URSS le lâche, les choses peuvent aller très vite.

Il faut quand même rappeler que c'est par la force de l'armée russe, la force brutale d'une armée d'occupation et elle seule, que les régimes d'Europe de l'Est et en particulier celui de la RDA ont vu le jour et ont survécu. Contre les peuples qui se sont à plusieurs reprises insurgés contre eux. Contre les travailleurs, et en particulier les révoltés de Berlin-Est, qui ont cru en juin 1953 que la mort de Staline signifiait celle du stalinisme. Les prédécesseurs de Honecker ne sont restés en place que parce que l'URSS a fait respecter son ordre par l'intervention sanglante de ses chars. Mais si l'URSS, en accord tacite avec les dirigeants américains change de politique, il faudra bien alors que les démocraties populaires aussi... et pour la RDA probablement qu'elle disparaisse !

LA RFA EST PRENEUSE...

Ce n'est pas un hasard si la RDA est le pays d'où se sont enfuis au total le plus grand nombre de gens. Ils ont où fuir : la RFA. Et pour exercer encore davantage d'influence à l'Est, et surtout en tirer davantage de profits, les dirigeants de celle-ci sont prêts à investir quelques moyens. Dans les hautes sphères de l'appareil politique ou économique de RDA, il y a une sacrée brochette de vendus en puissance ! D'hommes qui ne rêvent depuis des décennies que de vivre à l'occidentale si ce n'est à l'Occident ; qui ont déjà la mentalité des vrais bourgeois... leurs «compatriotes» de l'Ouest. La RFA bourrée de capitaux et d'hommes d'affaires dynamiques est en situation aujourd'hui de se saisir d'une RDA, quasiment clés en mains.

La RDA, ce sont en effet des usines avec leurs murs, leurs machines, leurs matières premières et leur force de travail. Il faudra améliorer et rentabiliser ...mais pourquoi pas ? Il y a par exemple une usine Zeiss, à Iéna, dont le PDG est un jeune loup de l'Est, qui était en passe d'entrer au Bureau politique du SED, mais qui pourrait très bien chasser désormais à l'Ouest et entrer par exemple dans le conseil d'administration du trust Zeiss Ikon de Stuttgart. Simple hypothèse, évidemment. On peut prédire cependant que les trusts et les banques allemandes chercheront et trouveront chaussure à leur pied dans l'ancienne RDA.

Et c'est même un appareil d'Etat clés en main que la RFA peut s'offrir aussi. La structure fédérale de la RFA peut à terme et à raison de quelques ravalements démocratiques, annexer l'actuelle RDA. Avec sa police et son armée, son administration et même une partie de son personnel politique. C'est probablement pourquoi aussi bien la droite gouvernementale que les sociaux-démocrates ouest-allemands ne se précipitent pas pour enterrer le parti au pouvoir. Le social-démocrate Willy Brandt va même discuter de cela avec Gorbatchev. Tous conjugueront probablement leurs efforts dans le sens d'une évolution en douceur, qui ne casserait pas l'appareil au point qu'il soit complètement à refaire. Encore une fois, la RFA préfère le «clé en main».

Personne ne peut prédire les délais, mais il n'y a pas d'obstacles politiques à une telle évolution. Les USA et parallèlement l'URSS, à la fin de la dernière guerre, avaient bien réutilisé chacun dans leur zone l'essentiel de l'ancien appareil nazi.

Dans le cas de la RDA, en tout cas, il y a quelques chances que le changement entraîné par la nouvelle politique de l'URSS ait des conséquences bénéfiques pour la population. Bien plus en tout cas que pour ses voisines. La réintégration de la Pologne et de la Hongrie dans le marché impérialiste n'en fera que des pays quémandeurs, qui devront supplier à genoux pour quelques dollars de plus. Les travailleurs se verront probablement soumis à une exploitation plus méthodique, certes, mais avec en échange quelques miettes de mieux-être et quelques succédanés de libertés démocratiques qui pourraient un temps nourrir l'espoir. Dans le meilleur des cas évidemment.

ET LA CLASSE OUVRIERE ?

Alors, on va vers une réunification de l'Allemagne.

La classe ouvrière aurait-elle quelque chose à perdre à cette évolution ? Certainement pas, car les régimes de «démocraties populaires» n'étaient pas davantage les siens. Et elle pourrait par contre y gagner la force d'un nombre supérieur, la force des travailleurs de toute l'Allemagne réunie, s'ils savaient bien sûr gagner en conscience aussi.

Cela évidemment à condition que ce ne soit pas pour tomber sous le charme très usé des sirènes social-démocrates, ou dans le piège de démagogues d'une droite extrême qui jubile déjà à l'idée d'une espèce de quatrième Reich qui rappellerait le troisième...

Mais ce serait en tout cas à la classe ouvrière de dire aujourd'hui son mot, d'affirmer qu'elle n'a vraiment aucun intérêt au maintien de frontières ignobles ou d'Etats fantoches qui coupent des peuples en morceaux, et contribuent surtout à diviser les exploités et à émousser leur conscience de classe.

Michelle VERDIER

Les critiques de Fiterman à la direction du PCF

PRENDRE UN VIRAGE OU PAS

(AFP)

Quand il y avait des ministres communistes, c'était le bon temps pour Fiterman (1er rang, 4e à partir de la gauche). Et pour Marchais aussi.

La dernière session du Comité central du PCF a été marquée par l'intervention de Charles Fiterman, écrite, puisque hospitalisé il n'était pas présent à cette réunion.

L'ancien ministre des Transports du gouvernement Mauroy a développé un certain nombre de divergences avec la ligne officielle et majoritaire ; en termes voilés, mais suffisamment transparents pour que tout le monde s'y retrouve. Georges Marchais lui-même l'a confirmé en répétant à plusieurs reprises, notamment sur les antennes de RTL le dimanche 15 octobre : *«... Il est vrai qu'entre Charles Fiterman et quelques camarades d'une part, et la majorité, pour ne pas dire la quasi-unanimité de la direction du parti, il y a une différence d'approche sur un certain nombre de questions importantes. Ces différences ne sont pas nouvelles. Aujourd'hui, Charles Fiterman s'avance beaucoup plus. Mais depuis plusieurs années, et notamment depuis 1984, est sous-jacente une différence d'approche sur ce que doit être la stratégie du PCF...»*

C'est vrai que l'on prêtait depuis longtemps à Fiterman des opinions critiques à l'égard de la ligne politique de son parti. Il est sûrement vrai, et en tout cas plausible que ses divergences dataient de 1984, c'est-à-dire du moment où le PCF, après des débats que l'on avait dit déchirants, voire dramatiques, avait décidé de se retirer du gouvernement. Il est de bonne guerre de la part de Marchais de rappeler tout cela sous forme d'allusions qui débordent de sous-entendus d'une légèreté éléphantesque.

Charles Fiterman et Anicet Le Pors, autre ancien ministre qui défend le même point de vue, ne sont que des sociaux-démocrates ou, ce qui revient au même, des individus qui ont succombé aux charmes corrupteurs de la participation gouvernementale. Marchais a raison ; il sait d'ailleurs de quoi il parle puisque, s'il n'était pas ministre en personne entre 1981 et 1984, il avait pris part à la décision de faire participer le parti dont il était – et est encore – le secrétaire général. Il était alors ministre par personne interposée, et il exerçait cet office avec un zèle certain. Rappelons-nous les discours laudateurs pour ce gouvernement qui marquait, selon lui, une avancée sociale supérieure à celle de 1936 et de 1945.

Aujourd'hui le débat n'est pas entre un Fiterman social-démocrate et un Marchais gardien de la tradition communiste, mais entre deux dirigeants partageant la même démarche réformiste qui se distinguent aujourd'hui sur les meilleurs moyens de préserver l'avenir – et aussi leur avenir – sur ce terrain-là.

On peut se demander pourquoi Fiterman, qui s'est retenu cinq ans de dire ouvertement ce qu'il pensait, s'exprime aujourd'hui. Pourquoi avoir laissé Juquin partir, Rigout – lui aussi aussi ancien ministre du PCF – et Poperen démissionner du Comité central, pour enfin se mettre en avant, une fois qu'ont été écartés ceux qui défendaient des idées proches des siennes ? Eh bien, sans doute parce que les idées que développe Fiterman prennent corps ; dans les pays de l'Est, en URSS, en Pologne, en Hongrie ; peut-être bientôt en RDA ; dans des partis communistes comme le Parti Communiste italien.

L'occasion qui se présente aujourd'hui n'arrive-t-elle pas trop tard pour Fiterman ? C'est à voir. C'est peut-être Juquin et les autres qui sont partis trop tôt. Il n'est pas impossible que les thèmes évoqués par Fiterman et les perspectives – celles de renouer les fils de l'Union de la gauche, d'une façon ou d'une autre – recueillent des échos favorables au sein d'un appareil sélectionné sur la base d'une orientation réformiste, et entraîne même des ralliements dont on ne peut mesurer à l'avance l'ampleur, les événements actuels en sont les vivants exemples. On ne peut même pas dire qu'il s'agirait alors de retournements, mais bien plus d'une adaptation.

La seule certitude actuelle, c'est que dans ce conflit incarné par les deux têtes de file du PCF, l'enjeu n'est pas la fidélité au communisme, ni son avenir.

C'est l'occasion pour ceux qui veulent maintenir la véritable tradition communiste, la tradition de la lutte de classe révolutionnaire, internationaliste, la tradition révolutionnaire et prolétarienne – et il y en a au sein du PCF – de faire le point.

Oui, le communisme reste actuel. Mais il n'est pas représenté par des hommes que la nostalgie des dorures des cabinets ministériels fait piaffer d'impatience, ni par des dirigeants dont la seule perspective reste la reconstitution d'une alliance parlementaire et gouvernementale avec le PS. Ce ne sont que deux formes d'une même politique.

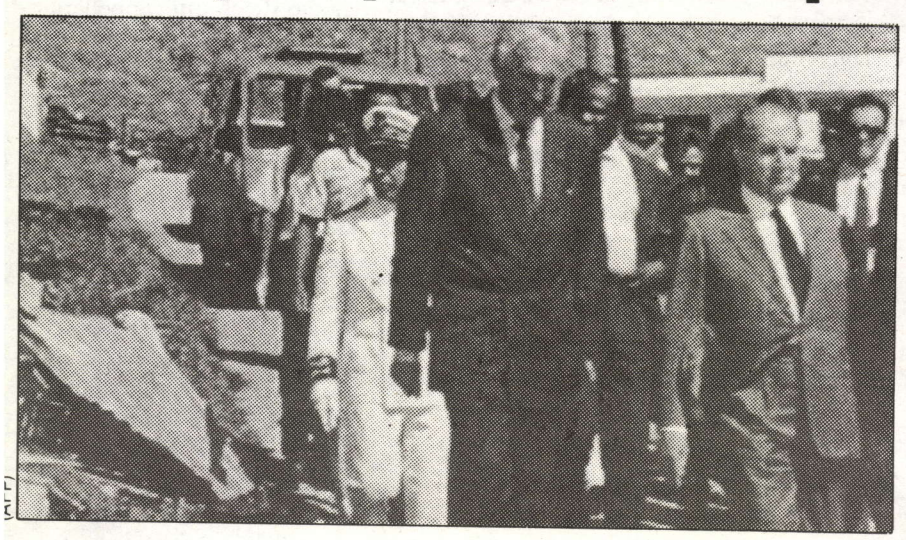
Jean-Pierre VIAL

Ce qu'il cause bien

Pierre Mauroy, l'ancien Premier ministre, a déclaré qu'il n'était pas acceptable que *«tous ceux qui soutiennent les socialistes, qui les ont portés au gouvernement, connaissent la rigueur alors que les autres connaissent la croissance»*.

Dommage qu'il n'ait compris cela que maintenant, et non quand il était le chef du gouvernement de gauche qui a instauré le blocage des salaires.

Il n'y a que les sous qui n'ont pas plu



Le ministre des DOM-TOM est satisfait de son «plan d'urgence» pour la Guadeloupe dévastée par le cyclone Hugo. Il est peut-être le seul !

Pour les sinistrés, les aides promises n'arrivent en réalité qu'au compte-gouttes. Un mois après, il y a encore des milliers de sans-abri.

Quant à savoir qui paiera les dégâts subis par les particuliers, a priori l'Etat dégage sa responsabilité puisque la loi sur les catastrophes naturelles de juillet 1982 ne s'applique pas aux DOM-TOM.

Mais de quoi se plaignent les Guadeloupéens ? Ils ont eu droit à une visite de Mitterrand !

Fête de Lutte Ouvrière

À TOURS

Samedi 21 octobre de 14 heures à 24 heures

Salle de la Pléiade à La Riche

Le voile pour les filles

IL FAUT CHOISIR SON CAMP !

A Creil, à Marseille, dans le Nord, les cas où des enseignants refusent que des élèves musulmanes portent le voile islamique en classe ont suscité des réactions diverses et opposées, voire inattendues, de la part de certaines organisations comme SOS-Racisme.

Le foulard, c'est la liberté des femmes qui met les voiles. (AFP)

Si le principal du collège de Creil n'a pas encore été accusé de racisme, c'est peut-être parce qu'il est Martiniquais et n'a pas la réputation d'avoir de tels préjugés.

Ces enseignants ont réagi au nom de la «laïcité» de l'école publique en s'appuyant sur un règlement datant de 1937, précisant qu'il faut «*maintenir l'enseignement public à l'abri de toute propagande confessionnelle*» et bannir «*toute forme de prosélytisme*».

A Creil, les élèves exclues ont été réintégrées après l'intervention de Jospin, ministre de l'Education nationale. Un arrangement a été trouvé : les trois collégiennes porteront le voile dans les couloirs de l'école, mais devront l'abaisser sur leurs épaules lorsqu'elles seront en classe, ce qui ne serait pas contraire, pour le moment, à leur foi.

Mais de leur côté, le MRAP (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix) et SOS-Racisme se sont élevés contre l'interdiction du port du voile.

Harlem Désir a déclaré ainsi : «*Faut-il rappeler que la laïcité, c'est d'abord le respect de la liberté de conscience ? La vraie question n'est pas d'être pour ou contre le foulard à l'école publique, mais de savoir à quelle école iront ces enfants, et comment réussir leur intégration. Ce n'est certainement pas en plaçant les enfants musulmans devant un choix impossible entre leurs parents, leur religion, d'une part, et l'école, d'autre part, qu'on favorisera leur équilibre et leur insertion. Où mènera l'interdiction de les inscrire à l'école publique ? A leur inscription dans des écoles coraniques et à la multiplication de ces écoles, aujourd'hui peu développées en France*»...

«*C'est à l'école de Rousseau, de Voltaire et des Lumière qu'avec ou sans foulard ces enfants apprendront le mieux à résister à l'obscurantisme*».

C'est là où le problème est volontairement mal posé.

Que des enseignants, un proviseur, s'appuient tant bien que mal sur les règlements existants pour éviter que des jeunes filles soient victimes de l'interprétation réactionnaire de l'idéologie religieuse de leur famille, on ne peut en accuser ces enseignants. Ils défendent la condition féminine comme ils le peuvent.

Bien sûr, ils pourraient ne pas se retrancher derrière la «neutralité» de la laïcité et choisir leur camp ouvertement.

Mais ceux qui s'opposent à eux en continuant volontairement à placer le débat sur le terrain hypocrite de la «liberté de conscience» qui serait de règle à l'école laïque, contribuent à fausser ce débat pour céder devant la montée de la réaction.

Car c'est uniquement de la condition féminine qu'il s'agit, et c'est sur ce terrain qu'il faut poser le problème.

★ ★ ★

Selon l'interprétation rigide du Coran, les femmes doivent se voiler pour «cacher leur beauté», y compris de la tête aux pieds pour les plus rigoristes. Suivant cette interprétation, les femmes n'ont aucun droit, c'est le père ou le frère, y compris plus jeune, qui décidera, pour une fille, qui elle doit fréquenter ou pas, et elle ne sortira qu'accompagnée.

Nous ne sommes pas experts pour savoir si c'est propre à la religion musulmane ou pas. Tout ce que nous savons, c'est que les religions catholiques et leurs variantes ont dû mettre de l'eau dans leur vin, sur ce terrain comme sur d'autres, au cours du temps. Et nous savons aussi que c'est un combat constant qu'il faut mener pour ne pas que ces gens-là imposent leurs idées à tous. On peut respecter la liberté de conscience, mais on doit combattre toute entreprise réactionnaire et toute tentative d'oppression dirigées contre qui que ce soit, et en particulier les femmes.

Ce qui importe d'ailleurs, ce ne sont pas les insignes, d'une religion ou d'une autre, portés à l'école laïque : que les musulmans portent un croissant, les juifs une étoile ou les catholiques une croix, aussi lourdes qu'ils veulent, cela ne peut gêner personne à part eux.

Interdire le prosélytisme ? Lequel ? Il y a certains prosélytismes que nous devons combattre et même tenter d'interdire : le racisme et les idées réactionnaires. Ce n'est pas la religion que nous voulons interdire, ni les croyances. Ce sont les formes réactionnaires que prennent les intégrismes, juif, musulman ou chrétien, surtout quand ils se traduisent par l'oppression des autres et en particulier des femmes, même si certaines d'entre elles sont apparemment consentantes.

★ ★ ★

L'école laïque n'a d'ailleurs jamais été neutre. Sous prétexte de neutralité elle ne permettait pas l'expression des idées religieuses qui n'en avaient pas besoin, dominantes qu'elles étaient dans notre société, mais elle ne permettait pas non plus l'expression des idées matérialistes. Il n'y a pas si longtemps, on interdisait aux filles, à l'école laïque française, le port du pantalon. On y interdisait le débat politique sous prétexte de neutralité. Mais on y véhicule l'amour de la patrie et le respect des choses établies.

Non, l'évolution sociale est un combat où l'on ne peut être neutre.

Il y a actuellement une montée des intégrismes, catholique, musulman, juif. Il faut les combattre.

Mais ce combat ne prend pas les mêmes formes lorsque ces intégrismes sont simplement une obnubilation des consciences, qui ne concerne que ceux qui les pratiquent, et lorsqu'ils consistent à imposer à une fraction de la population, ici aux femmes, une sujétion et une oppression abominables.

Bien sûr, les règlements, les lois, ne sont pas des protections suffisantes, absolues. Mais dans certaines limites elles peuvent être des protections quand même.

La clitoridectomie (l'excision) est interdite en France, et c'est un bien. Cette interdiction ne protège pas toutes les petites filles. Mais si elle n'en protège que quelques-unes, c'est déjà ça. Si elle permet à quelques mères de renoncer à imposer à leurs filles ce qu'elles ont connu, c'est tant mieux.

Cela ne résout pas tout. Des procès récents l'ont montré. Mais c'est comme les lois sociales qui n'évitent pas l'exploitation, loin de là, mais qui permettent, cependant, dans certains cas, aux travailleurs de s'appuyer sur la législation pour se défendre. Car si on autorise, suivant le vœu d'Harlem Désir, le port du voile à l'école, demain ce seront des centaines, voire des milliers d'adolescentes, ici, en France, qui seront contraintes, malgré elles, par leur famille, d'en faire autant. Familles agissant de leur plein gré, ou sous la pression des organisations intégristes.

Peut-être que quelques élèves, par cette interdiction, seront rejetées vers des écoles coraniques encore inexistantes. Mais si on lève cette interdiction sous prétexte de liberté, ce sont des centaines, voire des milliers de jeunes filles, vivant ici, qui vont retourner vers l'esclavage. Et c'est en fait cela qui sera la voie ouverte vers la création d'écoles coraniques.

★ ★ ★

Harlem Désir parle de Rousseau et Voltaire. Mais ce n'est pas eux qui ont arraché le pouvoir à l'obscurantisme, ce sont les piques et les fusils des paysans et des artisans qui sont descendus dans les rues, et ont fait guillotiner une partie de la noblesse et des évêques.

La liberté, ce n'est pas être neutre : c'est se battre. Les enseignants du Nord qui renoncent aujourd'hui à donner automatiquement la moyenne aux élèves musulmanes qui ne veulent pas faire de culture physique pour ne pas se déshabiller, le principal de Creil, le directeur d'établissement de Marseille, qui ont refusé des élèves portant le voile, ont eu raison.

Leur seul tort, peut-être, c'est de se prétendre des laïques, c'est-à-dire des neutres.

Nous, nous ne sommes pas neutres. Nous pensons que ce n'est pas là un problème de liberté de conscience : c'est un problème de liberté pour les femmes. Et c'est un combat qui, comme tous les combats pour la liberté, n'est dans notre société jamais définitivement gagné.

Roger GIRARDOT

Le rapport Soisson sur le travail temporaire

LA PRÉCARITÉ DE L'EMPLOI : UNE AUBAINE POUR LES PATRONS

Les emplois temporaires concernaient 2,5 % des salariés en 1977 et 7 % en avril 1989. Aujourd'hui, 600 000 travailleurs n'ont qu'un contrat à durée déterminée et 280 000 sont intérimaires. Voilà quelques-uns des chiffres contenus dans le rapport sur le travail temporaire présenté par le ministre du Travail, Jean-Pierre Soisson, à la Commission sociale de l'Assemblée nationale. Il devrait être suivi d'ici la fin de l'année d'un projet de loi.

(Didier MAILLAC)

Les travailleurs «précaires» prennent de plus en plus la place des travailleurs «normaux».

Le rapport met noir sur blanc ce que bien des travailleurs savent déjà pour l'avoir vécu et continuer à le vivre : l'utilisation de plus en plus large de la *«main-d'œuvre temporaire»*, qui se traduit par des pratiques complètement illégales comme par exemple *«le non-respect quasi général des conditions de versement de l'indemnité de fin de contrat et celle de précarité d'emploi»*. *«Le principe d'égalité de rémunération»* n'est pas plus respecté, et ce par de *«très nombreuses entreprises»* note le texte, tandis qu'il enregistre le nombre plus important d'accidents du travail parmi les travailleurs intérimaires.

A la faveur de la crise économique et de la croissance du chômage, les patrons ont usé et abusé de ces formes d'embauches précaires qui leur permettaient en fait de contourner la législation du travail, d'exploiter avec plus d'arbitraire encore des travailleurs demandeurs d'emploi avant de les débaucher du jour au lendemain, sans autre forme de procès. Et s'ils ont découvert les mérites de l'intérim et des CDD, les «Contrats à durée déterminée», ils ne sont certes pas prêts à les abandonner sous prétexte que la reprise économique serait d'actualité ! Le texte constate au contraire que les employeurs *«seraient de plus en plus hésitant à employer de la main-d'œuvre permanente»*.

Car ce que le rapport met en effet en évidence, c'est combien le recours à l'emploi précaire, d'exceptionnel est devenu régulier, systématique, généralisé. A tel point qu'aussi bien le travail intérimaire que les contrats à durée déterminée sont le plus souvent *«des substituts à l'emploi permanent»* et *«un moyen actif et permanent de gestion du personnel»*. Et le patronat ne se prive certes pas de l'utiliser, avec dans certaines branches de production, des emplois précaires qui représentent jusqu'à 25 %, voire 50 % de l'effectif total.

Soisson constatait en annonçant la mise en chantier de ce rapport qu'*«il y a des abus et qu'il convient de les corriger»*. Certes. Le tout est de savoir comment. En contraignant le patronat à ne pas utiliser les CDD comme périodes d'essai et l'intérim comme un examen de sélection ? En lui imposant de ne plus organiser l'insécurité de l'embauche, ni de payer des salaires au rabais, ni de frauder avec la législation ? On aurait tort de se fier pour cela à un Soisson. Car la situation d'aujourd'hui est bien due au fait que les gouvernements successifs, que rien ne distinguait de celui dont il fait aujourd'hui partie, ont fait tout ce que désiraient les patrons pour assouplir la législation.

L.P.

Après les TUC, voici les CES...

Outre son rapport sur l'emploi précaire, Soisson vient de présenter à l'Assemblée nationale son Plan emploi.

Objectif ? *«Favoriser le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle»*.

Résultat ? Deux nouveaux types de contrats, le contrat de retour à l'emploi (CRE) et le contrat emploi-solidarité (CES). Après les TUC, les PIL et autres variantes, voici donc les deux dernières trouvailles du gouvernement pour faire semblant de s'intéresser aux chômeurs.

100 000 «CRE» et 300 000 «CES» sont annoncés pour l'an prochain. Ils seraient proposés non plus seulement aux jeunes mais aux plus de 50 ans et aux chômeurs longue durée (et ceux-ci sont nombreux puisqu'officiellement la durée moyenne du chômage dépasse désormais 374 jours !) qui bénéficient du Revenu Minimum d'Insertion. Mais comme il ne suffit pas de créer de nouveaux types de contrats sur le papier pour allécher les patrons sur ces nouvelles modalités d'exploitation de travailleurs précaires, il est annoncé en même temps qu'une exonération des charges sociales sera accordée à titre permanent pour tout chômeur embauché ayant plus de 50 ans et pointant à l'ANPE depuis plus d'un an... Un cadeau fait à la demande expresse de Mitterrand, a précisé Soisson. Et certainement à la satisfaction du patronat.

Le plan Rocard pour l'Ile-de-France

UN PLAN BIEN LOIN DES BESOINS RÉELS

Rocard a tenu à présenter lui-même au Conseil des ministres du 13 octobre «son plan d'urgence pour l'Ile-de-France». Le Premier ministre fait mine de s'attaquer aux problèmes bien connus des Franciliens, le logement et les transports, avec des mesures prétendument destinées à améliorer la vie quotidienne en Ile-de-France.

En matière de logement, il est prévu de construire 20 000 logements par an, dont 10 000 logements sociaux seulement – mais il paraît que c'est déjà beaucoup plus qu'actuellement ! En effet, depuis 1985, le nombre de logements sociaux construits dans la région parisienne ne fait que diminuer, suite à l'augmentation vertigineuse du prix des terrains, et est passé de 17 000 par an en 1985 à 8 000 en 1989 !

Pour relancer la construction dans ce domaine, le gouvernement s'engage à céder des terrains appartenant à la SNCF, à la RATP et à l'armée à des tarifs subventionnés par l'Etat – c'est-à-dire par les contribuables. Mais dans la mesure où la quantité de logements prévus est dérisoire par rapport aux besoins, estimés à 65 000 par an par les 70 sociétés HLM de la région parisienne, les loyers vont continuer à augmenter et il y a toutes les chances que l'argent injecté par l'Etat serve surtout les marchands de béton et les spéculateurs et pas les locataires aux revenus modestes.

C'est que Rocard veut bien se donner un air social, il voudrait bien même rééquilibrer la composition sociale des communes de la région parisienne, de façon à ce que le PS ait un peu plus ses chances de garder ou de reprendre quelques municipalités à la droite et au Parti Communiste, mais comme il ne veut et ne peut se donner les moyens de casser la spéculation immobilière c'est toujours elle qui l'emporte en fin de compte.

En ce qui concerne les transports dans la région parisienne, Rocard ne réserve que la portion congrue aux transports en commun, et il laisse la bride sur le cou aux constructeurs d'autoroutes, assurés de très juteuses affaires puisque les péages vont être généralisés en région parisienne. Et dès 1990, avant même qu'un début de réalisation ait eu lieu, diverses taxes vont augmenter, majorant les impôts locaux et le prix des cartes grises.

Après Chirac qui veut régler les problèmes de circulation dans Paris en sélectionnant ouvertement par l'argent les automobilistes qui pourront rouler dans la capitale, Rocard voudrait se donner le beau rôle, mais ne change rien. Alors la vie quotidienne sera peut-être améliorée pour ceux qui en ont les moyens, mais sûrement pas pour les autres.

Dominique CHABLIS

À MULHOUSE

LA 7e SEMAINE DE GRÈVE

(AFP) Des syndicalistes remettent en souriant une clé symbolique de la Forge à un représentant de la direction. Il n'y a pas de quoi rire, c'est lamentable.

Après l'annonce des propositions de la direction de Peugeot, la grève continuait à Peugeot-Mulhouse, au terme d'une septième semaine de grève mouvementée, qui avait vu en particulier l'évacuation de l'atelier des forges.

Après que, le mardi 10 octobre, la CFDT et la CFTC ont proposé d'abandonner la Forge, les ouvriers, sous leur pression, les faisaient changer de position le mercredi 11 au matin, et un vote unanime repoussait le lâchage de la Forge. Mais le soir même, les deux syndicats allaient remettre ça. En attendant, dans l'après-midi, une manifestation interprofessionnelle réunissait à Mulhouse plus de 500 personnes des Impôts, des Douanes, des PTT, d'EDF. On y voyait surtout des militants. Mais de très nombreuses entreprises, même des plus petites, étaient présentes.

Aux informations télévisées du soir, on apprenait que Peugeot était prêt à de «vraies» (?) négociations. Aussitôt, CFDT et CFTC recommençaient leur matraquage : *«Il faut lâcher la Forge, sinon il n'y aura plus jamais de négociations»*. Les ouvriers qui occupent la nuit y sont opposés. Un ouvrier propose de voter tout de suite. Les syndicats : *«Non, non, il faut attendre demain matin»*. Jeudi 12 octobre, on voit réapparaître tous les militants FO, dont un bon nombre avaient déjà repris le travail. Tous ceux de la CFTC et de la CFDT étaient également présents, et toute la matinée, allant d'individus à petits groupes, ils argumentent ou menacent : *«Si on ne cède pas la Forge, il y aura des licenciements, on aura l'opinion publique contre nous, c'est notre dernière chance»* ; contre la CGT : *«C'est un parti politique»* ; et enfin, pour rassurer les plus hésitants, et ce qui se montrera déterminant : *«On restera à côté, la Forge ne travaillera pas, et si ça ne va pas on réoccupe»*. La CGT se prononce publiquement pour continuer à occuper, mais elle critique plus qu'autre chose. Personne ne la sent vouloir prendre les choses en main, si les autres syndicats lâchent. Elle sera plus solidaire des autres syndicats que des ouvriers.

UN VOTE SOUS LA PRESSION SYNDICALE

A 5 h, il avait été annoncé qu'on voterait à l'arrivée de l'équipe de l'après-midi à 13 h 30. Mais les syndicats, voyant qu'ils arrivent peu à peu à retourner l'opinion de ceux du matin, avancent le vote à 11 h.

Pour le vote *«Pour ou contre l'occupation de la Forge»*, les syndicats annonceront 1525 inscrits, 782 votants dont 589 contre l'occupation de la Forge, 193 pour l'occupation. Personne ne saura vraiment à quoi correspondent ces 1525 inscrits. Pour voter à bulletins secrets, il suffit de présenter sa carte Peugeot. Mais tout le monde remarque que FO et CFTC ont fait le plein de leurs sympathisants, qui ne sont pas tous grévistes. Par contre, les ouvriers qui occupent la nuit, ceux qui sont le plus opposés à lâcher la Forge, n'ont pas voté : ils dorment. Mais il est clair que les ouvriers ont suivi majoritairement les propositions de la CFDT, de la CFTC et de FO. Au résultat, les ouvriers qui ont voté pour le maintien de l'occupation sont très déçus. Certains militants de base CGT pleurent. D'autres disent : *«C'est foutu, lundi on reprend»*.

La CGT s'en va en disant : *«Vous nous désavouez, débrouillez-vous sans nous»*. Et quand la CFDT demande des volontaires pour occuper la nuit, l'occupation ne doit être levée que le lendemain, après que les négociations auront commencé, les ouvriers répondent : *«Allez-y vous-mêmes»*. Ceux qui ont voté pour la libération de la Forge ont surtout voté pour l'ouverture des négociations, mais il est alors évident dans la tête de tous que la Forge ne retravaillera pas. Elle sera neutralisée. Seul, l'inspecteur du travail et deux techniciens pourront y rentrer.

Seulement, le lendemain, centimètre par centimètre, les syndicats allaient entraîner les ouvriers dans une série de concessions qui les amèneront à l'abandon total. Ainsi, ils commencent par dire qu'il faut rendre la Forge propre : on nettoie ; pour qu'à 13 h 30, au moment prévu pour l'ouverture des négociations, il y ait simultanéité et que la Forge soit libre, donc il faut commencer à évacuer dès 11 h et pas à 13 h 30.

UN NOUVEAU PRÉALABLE DE LA DIRECTION

A 13 h 15, la direction, qui commence maintenant à prendre les choses en main, met comme préalable à l'ouverture des négociations que la liberté du travail soit assurée aussi à Sochaux. La CGT, qui est revenue, annonce : *«Si c'est comme ça, on réoccupe»*. CFDT et CFTC se cachent. Et 300 ouvriers rentrent à nouveau. A 13 h 30, la direction renonce à son préalable. Les ouvriers ressortent : *«A la prochaine entourloupe, on réoccupe définitivement»*. La direction envoie alors des cadres et des ouvriers d'entretien pour rentrer dans la Forge. Les ouvriers s'y opposent : *«Il était convenu que la Forge ne travaille pas»*. Mais les dirigeants de la CGT ne sont plus là. Ils se sont éclipsés pour aller distribuer des paniers garnis plus loin. Et les militants FO, CFTC, CFDT, font barrage pour permettre aux cadres et ouvriers non grévistes de rentrer et empêcher les grévistes de faire de même. Il y a des échauffourées. Quelques cadres sont secoués. Le responsable de FO également. Mais un responsable CFDT annonce au micro : *«Camarades, tous en Mécanique pour écouter les informations : les négociations viennent de commencer»*. Toujours pas de CGT. Les ouvriers se dispersent, écœurés.

Le ressort est cassé. Ainsi, le lundi 16 octobre au matin, il y a 400 grévistes (et pour la journée 600), mais personne n'écoute les syndicats quand ils disent qu'il faut élargir le mouvement. On joue aux cartes. De toute façon, les 100 à 150 grévistes qui suivent les syndicats en sont pour leurs frais. Devant les ateliers les militants CFTC, CFDT, CGT expliquent qu'il n'y a qu'eux qui peuvent rentrer, sinon cela remettrait en cause les négociations en cours et le patron pourrait appliquer ses sanctions contre les camarades menacés, puisqu'il avait conditionné l'annulation des sanctions par le respect de la liberté du travail. Mais en Carrosserie, où les délégués sont en principe rentrés, personne ne les verra.

LA GRÈVE CONTINUE

Après les miettes données par le patron, et que tout le monde considérera comme telles, c'est aussi la fin des négociations tant voulues par les syndicats. En échange d'une position de force, on avait eu que du boniment. Alors, les syndicats, devant 500 à 600 grévistes présents (la direction en compte 1000 au total et les syndicats 1500), appellent à amplifier l'action et à défiler dans les ateliers pour entraîner les non-grévistes : *«Mais attention : pas d'entrave à la liberté du travail, il ne faut pas aborder ou gêner ceux qui travaillent»*. Malgré ces consignes, une soixantaine d'ouvriers sortiront d'eux-mêmes, mais les grévistes n'ont plus l'énergie de passer outre les gardes-foux syndicaux. Le chantage aux licenciements fait son effet, en particulier auprès des plus menacés. *«On en est revenu à la situation des premières semaines. Tourner dans les ateliers sans pouvoir aborder les non-grévistes, et surtout, moins nombreux»*. Et ce sont les chefs syndicaux qui ont remplacé les chefs du patron dans leur chantage aux licenciements !

Malgré tout, mercredi 18 octobre au matin, c'est à l'unanimité que les ouvriers grévistes présents (600 environ) reconduiront la grève. C'est leur manière de dire au patron que de sa charité, ils n'en veulent pas. Leur dignité ne se vend pas. Les discours et les propositions syndicales – aller s'adresser à l'opinion publique pour mettre Calvet au banc des accusés – c'est-à-dire surtout ne pas gêner la production – seront accueillies par un silence glacé et hostile. C'est bien la moindre des choses que méritent ces saboteurs patentés de la grève.

Correspondant LO

A SOCHAUX

BIEN DES RAI
DE CONTINUER L

Durcir l'action, ou endurcir un plus grand nombre ?

A Sochaux, les ouvrières et les ouvriers en grève ne veulent pas seulement penser que leur mouvement bute contre ses propres limites. Ils tiennent à la grève parce qu'ils la gagnent chaque jour, chaque semaine. Ils y tiennent parce qu'elle les venge des humiliations passées, comme elle les venge des humiliantes propositions faites à nouveau, d'un ton seigneurial, à la fin provisoire des discussions direction-syndicats.

Sur ces propositions, leur opinion a été vite faite. *"C'est nul"* a crié unanimement une des assemblées générales d'environ 600 travailleurs en grève, mardi matin 17 octobre, quand le représentant de la CFDT tentait d'expliquer que les propositions de la direction étaient "mauvaises".

Car la grève n'a pas seulement produit des chansons et des slogans, elle a aussi son vocabulaire. Et ce représentant CFDT n'ignore sûrement pas qu'il a été baptisé "le curé", tant ses longues interventions ressemblent à des litanies ennuyeuses.

Dans le réfectoire où se tenait, mercredi 18 octobre au matin, l'assemblée quotidienne de préparation d'une nouvelle journée de grève, les discussions allaient bon train : *"Ils pourront toujours venir nous parler des Japonais et de leur bol de riz. On les écoutait comme des cons, maintenant, c'est fini ces histoires-là".*

La force de ce bon millier et demi d'ouvrières et d'ouvriers, de ces quelque 10% de l'effectif ouvrier de l'usine, vient aussi du sentiment qu'ils sont l'expression d'un potentiel formidable, celui de leur classe de producteurs.

Un potentiel qui se mesure d'abord là, sous leurs yeux, au nombre de voitures que les cortèges à l'intérieur de la Carrosserie font perdre chaque jour à Peugeot. Un nombre qui varie entre 800 et 1000 sur les 1800 que l'usine produit en moyenne en temps ordinaire.

Les cortèges sont fatigants. Chaque semaine, depuis le début de la grève, on se dit : *"Il faut faire autre chose, on ne peut pas continuer à tourner comme ça 107 ans"*.

Mais étant donné que le nombre de grévistes en activité quotidienne reste stationnaire depuis la fin de la deuxième semaine de grève, les cortèges sont restés la forme d'activité qui a finalement un certain rendement en faisant participer, ensemble, le plus grand nombre de grévistes.

Chacun s'en rend compte et cela n'empêche pas une minorité de travailleurs, plus actifs, plus libérés, ou plus militants que d'autres, de trouver différents moyens de s'adresser aux non-grévistes, ou aux grévistes qui arrêtent un jour ou une semaine, pour les entraîner à faire grève.

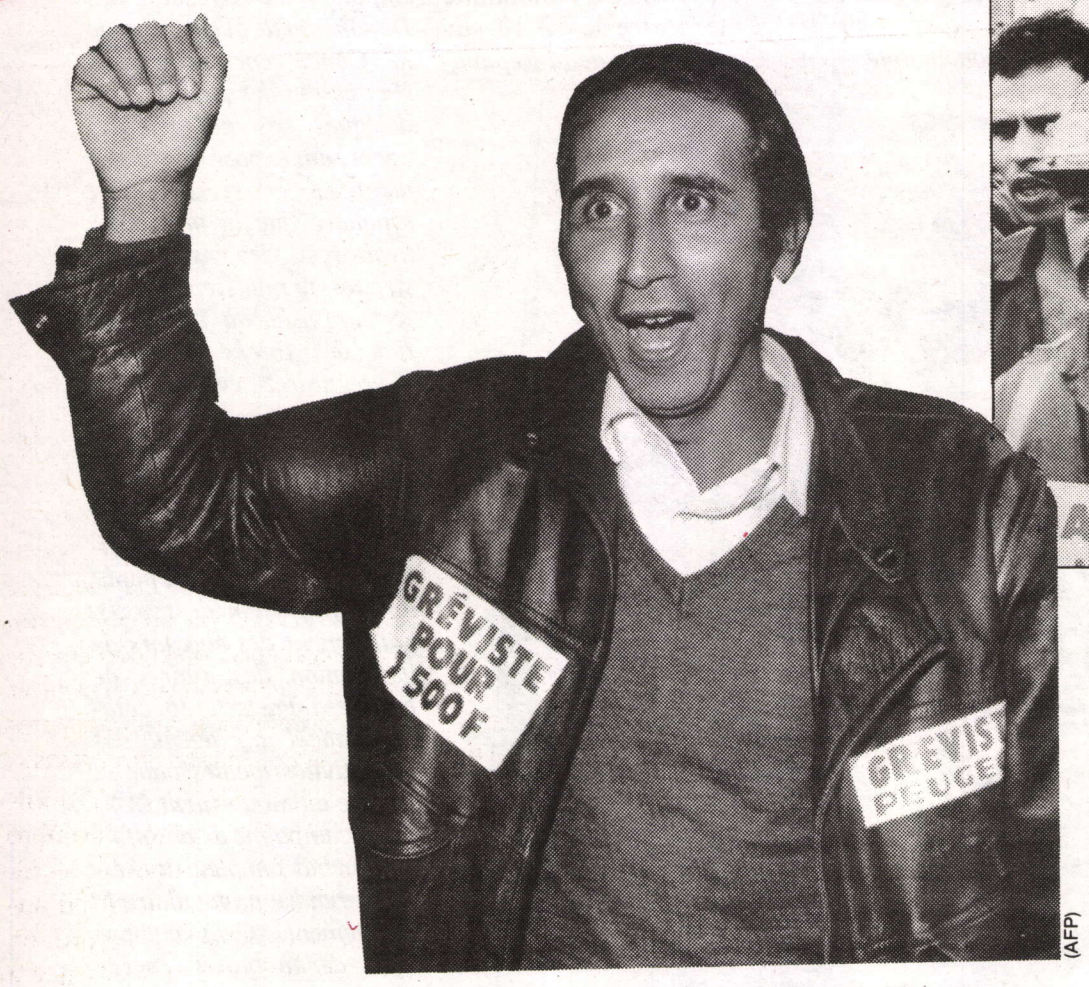
Le plus souvent, les grévistes repassent dans leur lieu de travail, parlent à ceux qu'ils connaissent, tentent de les aider à surmonter leurs craintes, leurs hésitations. Le simple fait de parler suffit parfois à lever telle ou telle hésitation. Et c'est justement ce que la direction s'évertue à empêcher en se servant d'abord de la formation de cortèges par les grévistes eux-mêmes. Car comme chaque médaille a son revers, la formation en cortège rend possible un relatif isolement des grévistes par rapport aux non-grévistes. C'est le rôle des cordons d'agents de maîtrise, voire de techniciens, mobilisés pour faire écran entre les cortèges et les non-grévistes.

Des grévistes assis sur une 605... (LO)

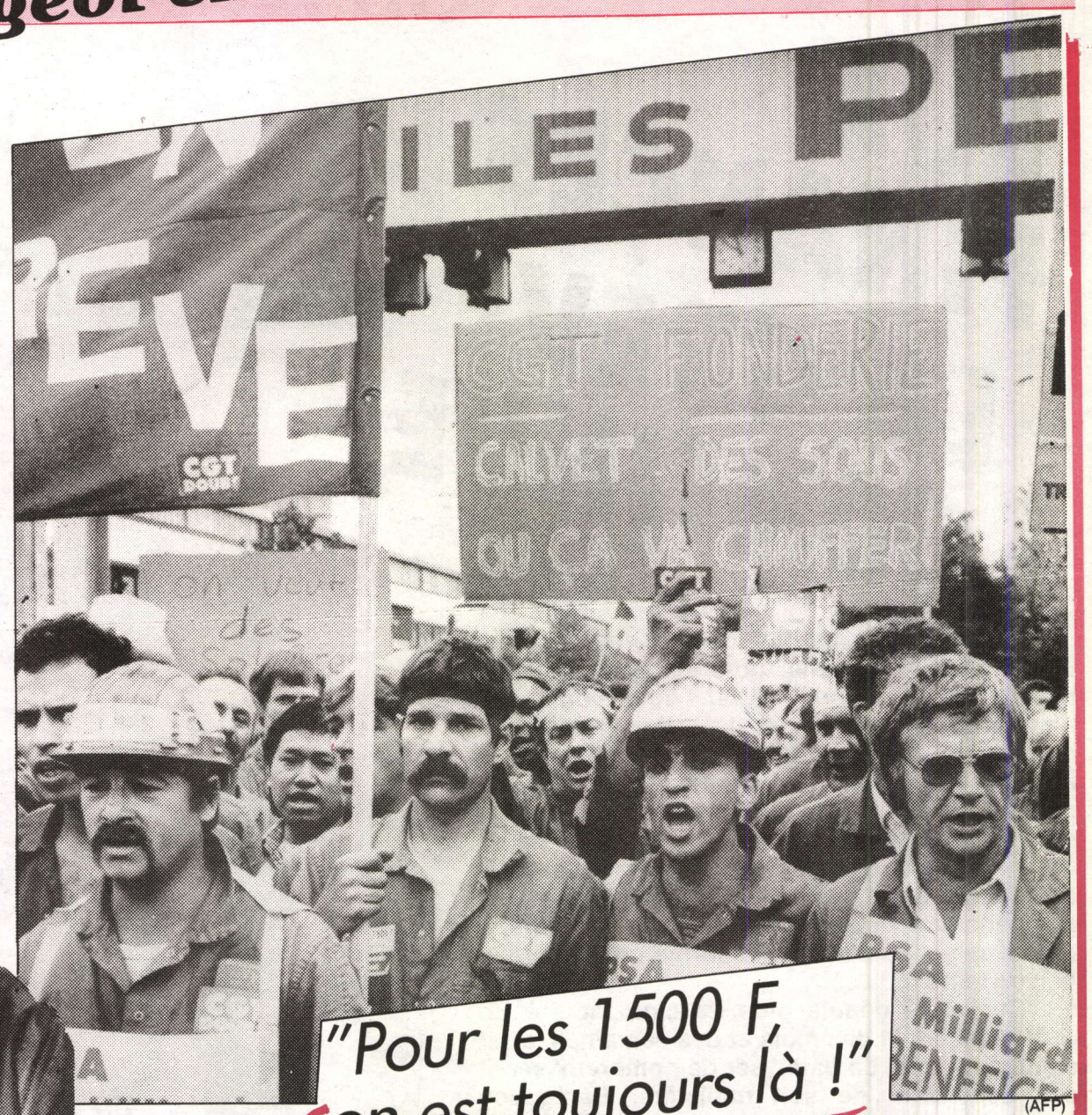
En Carrosserie, d'ailleurs, un certain nombre de travailleurs non-grévistes viennent d'autres secteurs, encore en petit nombre. Mais il y a surtout beaucoup de nouveaux intérimaires embauchés pour remplacer les grévistes. Cela irrite les grévistes de Carrosserie qui se voient privés du moyen de pression qu'ils pouvaient exercer sur les camarades de travail qu'ils connaissaient et pouvaient tenter d'influencer. Les irrite aussi le constat quotidien que la direction mobilise toujours de nouveaux moyens pour faire tourner tant bien que mal une bonne partie de l'usine.

Les assemblées générales n'offrent guère aux grévistes la possibilité d'examiner s'il n'y aurait pas certaines façons de mieux utiliser leurs propres forces, en généralisant, par exemple, des solutions trouvées par certains d'entre eux. Les assemblées sont la plupart du temps tenues par les responsables et leaders CGT qui ne laissent pas volontiers prendre la parole à

SONS A GRÈVE



(AFP)



(AFP)

"Pour les 1500 F, on est toujours là !"

d'autres militants, à d'autres travailleurs qu'eux-mêmes. Il leur est arrivé de tenter d'utiliser la formation rapide du cortège après l'assemblée générale pour couper court à d'autres prises de parole que les leurs. Sans grand succès.

Jusqu'à présent, ce sont donc les cortèges qui ont été l'expression la plus constante du degré de mobilisation et de détermination de la majorité des grévistes.

Cette forme d'action fait dire aux femmes de grévistes qu'en plus de la revendication salariale il faudrait exiger... le prix d'une nouvelle paire de chaussures et de nombreuses paires de chaussettes !

Ces cortèges, il faut aussi les défendre continuellement contre les tentatives d'infiltration par les "suivettes" de la direction, ces membres de l'encadrement, militant parfois dans les rangs mêmes des grévistes, pour tenter de persuader qu'il est temps d'arrêter la grève, que les cortèges sont illégaux, qu'il est interdit de franchir l'alignement des containers pour aller discuter avec les non-grévistes, etc.

Mardi 17 octobre, la colère contre l'inconsistance des propositions de la direction se trouve un débouché naturel, proposé par un militant CGT en assemblée générale du matin : ne pas tolérer ce jour-là la présence indésirable de cet encadrement qui colle à la culotte des grévistes. Cela s'est fait et pendant des heures la détermination plus dure des grévistes a tenu les cadres à distance (comme cela s'était déjà fait à plusieurs reprises, mais c'est chaque jour à refaire), et donné, pendant un temps, le sentiment d'avoir une nouvelle fois marqué un point.

Dans les rangs des cortèges, des ouvriers discutent aussi d'autres tactiques possibles. Beaucoup sont tentés de faire un blocage, une fois pour toutes, à l'un des nombreux points dont l'occupation permanente arrêterait totalement la production.

Cette question a été discutée le même mardi 17 octobre, à l'une des assemblées générales, après l'annonce des dernières propositions faites par la direction. A ce moment-là, la majorité des grévistes voulaient répondre à la direction par un cran supplémentaire de combativité, par un durcissement de l'action. La proposition fut ovationnée. Cri du cœur, cri de rage contre la nullité des propositions sur la paye, ressenties comme aussi provocantes que l'avaient été les 1,7% d'augmentation accordée début septembre.

Le dirigeant CGT posa la question de savoir quels étaient les volontaires pour assumer une telle occupation, en disant quels risques il y avait à assumer (en particulier celui de sélectionner pour cette occupation une minorité parmi des grévistes déjà minoritaires). Il apparut à toute l'assemblée générale que cette proposition était actuellement irréalisable.

En épluchant la grille des propositions déclarées finales par la direction dans la nuit de lundi à mardi, la presse locale du mercredi matin constate elle aussi que "le compte n'est pas bon".

Un salaire de base brut de 5 600 F, celui qui laisse à beaucoup de travailleurs un net d'environ 4 800 F, serait augmenté de 98 F à l'issue de la grève. Cette augmentation arrachée à Calvet s'ajouterait, sur l'année, aux 2,7% consentis en deux fois avant la grève. C'est cette addition seule qui permet à la direction de dire qu'il y a une augmentation de salaire au moins égale à 250 F sur toute l'année.

Dans les secteurs en grève, les directeurs organisent des réunions de grévistes, secteurs par secteurs, pour commenter un document de sept pages expliquant les nouvelles bases de calcul du 13e mois et de l'intéressement.

En additionnant toutes ces modifications, ceux qui veulent prouver qu'il y a quelque chose d'important font le calcul suivant : pour un taux de base de 5 431 F de salaire brut pour un travailleur en équipe, le 13e mois serait augmenté de 727 F soit une moyenne mensuelle de 60 F. L'intéressement aux bénéfices serait versé en avance, ce qu'il est donc exclu de compter comme un quelconque "plus", même si dans l'immédiat cela ferait une moyenne de 58 F par mois dans le cas du plus bas salaire.

En ajoutant encore l'augmentation de 2,7% déjà donnée par la direction et celle obtenue après la grève, on arrive péniblement à montrer que moins de mille ouvriers, sur 57 000 d'Automobiles Peugeot concernés par les propositions de la direction, verraient leur salaire augmenter de 10% en moyenne sur l'année 1989. Pour l'immense majorité de grévistes, l'augmentation obtenue tourne autour de 2%.

Pas étonnant si les grévistes se préparent, ce mercredi matin, à manifester une nouvelle fois à Montbéliard, les deux équipes de grévistes à nouveau réunies à l'extérieur de l'usine, pour réaffirmer bien haut : *"Oh là, là, pour 1 500 F, on est toujours là"*.

Personne ne se fait d'illusions sur la possibilité de faire céder beaucoup plus d'augmentation à la direction Peugeot avec une grève qui ne ferait que durer sans grossir.

Mais les grévistes ont mille fois raison de vouloir manifester que la revendication d'une augmentation générale des salaires reste d'actualité, qu'elle est la leur comme celle du secteur public, comme celle de millions de travailleurs dans le pays. Et ces quelques milliers de grévistes qui ont pendant des semaines brisé le mur de la peur qui paralysait beaucoup d'entre eux n'ont pas fini leur lutte.

AUX FINANCES LA GRÈVE CONTINUE

En proposant, mardi 17 octobre, une "mesure indemnitaire mensuelle" pour les fonctionnaires des Finances, Bérégovoy a sans doute voulu faire un petit geste susceptible, au moins, de calmer la grogne... des députés du PS qui se sentent gênés aux entournures par l'intransigeance du gouvernement vis-à-vis des fonctionnaires des Finances. Mais il continue de répondre par une fin de non-recevoir aux revendications des travailleurs de ce secteur qui demandent principalement une augmentation de leur salaire dont le chiffrage minimum est de 700 F, sous forme de revalorisation de leurs indices.

Confronté depuis plus de cinq mois à un conflit qui, au fil des mois et des semaines, s'est étendu au point de paralyser de nombreux services dépendant de son ministère, Bérégovoy espère le voir s'effriter et pourrir.

D'un côté, en effet, il durcit l'attitude et le ton. Il a récemment procédé à de nombreuses évacuations de bâtiments occupés par des grévistes. Vendredi 13 octobre, il annonçait que les journées de grève seraient retenues dès la paye d'octobre. Lundi 16, il envoyait des mises en demeure à tous les agents des centres informatiques, les avertissant que des sanctions seraient prises envers ceux qui suivraient l'appel de FO, envisageant le blocage de toutes les opérations de paiement de l'Etat, proposition à laquelle FO a finalement renoncé. D'un autre côté, le même ministre essaie de fournir aux dirigeants syndicaux quelques prétextes pour reculer sans rien céder sur l'essentiel.

En tout cas, pour le moment, tout cela ne semble pas désarmorcer la combativité des employés des Finances. La manifestation, prévue pour le jeudi 19 octobre, montrera sans doute de nouveau l'ampleur de la mobilisation des travailleurs de ce secteur.

H.M.

Un lecteur nous écrit

LA MOBILISATION EN BRETAGNE

Un sympathisant de Bretagne nous décrit l'extension du mouvement de grève des Finances :

«Depuis le 12 octobre toute la Bretagne est touchée par le mouvement de grève reconductible en assemblée générale. Le Finistère, l'Ille-et-Vilaine le 10, les Côtes-du-Nord le 11 et le Morbihan le 12».

A Saint-Brieuc, une motion votée à l'unanimité a été portée le 12/10 *«au Commissaire de la République et au président du Conseil général après une manifestation dans les rues de Saint-Brieuc réunissant près de 500 personnes des Impôts, du Trésor, des Douanes et de la direction de la Concurrence et de la Répression des fraudes. Les délégués désignés par les agents ont exposé nos revendications et se sont fait répondre que la préfecture avait reçu des instructions strictes du ministère de l'Intérieur visant à l'intervention des forces de police pour faire évacuer les piquets de grève».* (...)

Pour relancer l'action et essayer d'obtenir de réelles négociations, différentes actions sont prévues : sensibilisation auprès de la population (diffusion de tracts), notamment des élus lors de la réunion des maires de France à Paris le 16 octobre ; appel aux agents des collectivités locales pour se joindre au mouvement (...)

La campagne de désinformation bat son plein et cherche à rendre impopulaire le mouvement. Cela a pour effet de mobiliser encore plus les agents qui prennent conscience de l'importance de l'activité du ministère et des formidables moyens de blocage du fonctionnement de l'Etat dont nous disposons».

L'entrée massive du Trésor et des Douanes dans le mouvement de grève n'a pas encore produit tous ses effets (...).

DANS LE LOIRET "On fait marcher le téléphone"

Dans les services fiscaux d'Orléans (300 personnes) – comme dans bien des centres sans doute – le mouvement s'est développé lentement depuis la rentrée des vacances d'été et en particulier depuis la manifestation nationale du 12 septembre. Il aura fallu un mois pour que le mouvement gagne en ampleur et en détermination. Et après le succès de la manifestation départementale le vendredi 13 octobre, la manifestation nationale du 19 octobre à Paris apparaît comme un objectif important.

Une employée d'un centre d'Orléans raconte comment au fil des jours et des semaines on est passé de la grève des Recettes, où 40 employées faisaient grève, à un mouvement plus déterminé :

«Depuis le lundi 2 octobre, nous nous retrouvons 120 à 130 tous les jours en assemblée générale. La grève est revotée tous les jours et nous avons enfin du temps pour discuter de toutes les propositions et pour nous occuper activement de notre grève.

Nous sommes montés à une centaine à Paris pour la manifestation nationale du jeudi 5 octobre. Tous les participants sont revenus contents notamment de s'être retrouvés si nombreux».

Après avoir été visiter les centres de Montargis, Gien, Pithiviers, les services de la direction départementale et être passé et repassé dans les différents services, il y avait le 13 octobre 281 grévistes sur 577.

«Pour essayer de contrebalancer le manque d'informations sur le mouvement national que nous recevons de la part des directions syndicales, nous faisons marcher le téléphone tout azimut et nous sollicitons amis et connaissances que nous pouvons avoir dans tout le pays et qui travaillent aux Impôts. Tous les jours une trentaine refont des affiches, un journal de la grève. Un tract a été distribué à la cantine de la cité administrative où nous travaillons. Si personne d'autres administrations ne nous a rejoints, ils ont donné un soutien financier de 1 800 F.

Nous avons été à l'origine et avons organisé une manifestation départementale le vendredi 13 octobre. Nous nous sommes retrouvés à 550 dans les rues d'Orléans pour une manif colorée et dynamique. Après un passage à la préfecture, le député PS a reçu une délégation. Il n'a su que réciter son argumentaire préparé par le PS (que nous connaissions déjà). Il a failli s'étrangler quand une soixantaine de cartes d'électeurs ont atterri sur son bureau : «Pas cela, c'est trop grave» ! Comme si le reste ne l'était pas !

Le succès de cette manif n'a fait qu'accroître la détermination des présents à continuer, à gagner à eux d'autres services (du Trésor notamment qui ne sont pas encore en grève dans le Loiret) et à faire de la manifestation nationale du 19 octobre un succès encore plus grand que la précédente».

Chantiers de l'Atlantique (Saint-Nazaire)

LA LUTTE POUR LES 1500 F CONTINUE

Les travailleurs des Chantiers de l'Atlantique ont haussé le ton, contrairement à ce qu'avait espéré la direction en assignant 10 militants syndicaux devant le tribunal. Loin de baisser les bras, l'ensemble des travailleurs a voulu frapper plus fort. Tous pensaient que les syndicats étaient vraiment trop «mous» et qu'il fallait toucher ce qui pouvait faire le plus de mal au patron : la production sur le paquebot le *Nordic Empress*.

En effet, après plus de trois semaines de débrayages tournants, les travailleurs en avaient assez de tourner en rond dans le chantier, d'atelier en atelier, ce qui de l'avis de tous ne semblait pas gêner le patron et ils ont refusé de continuer ainsi. Spontanément, déjà le mardi après-midi 10 octobre, le paquebot était bloqué et l'intersyndicale finissait par organiser le lendemain une assemblée générale au cours de laquelle elle proposait le blocage du paquebot pour toute la journée du jeudi et une manifestation immédiate en direction des patrons du chantier. C'est par un vote très majoritaire que ces propositions furent acceptées.

Il faut dire que le blocage du paquebot jeudi 12 octobre toute la journée, par roulement, a provoqué une certaine pagaille dans tout le chantier. Et l'arrivée massive devant le paquebot des agents de maîtrise, qui sont de plus en plus nombreux dans la lutte avec nous, en rangs serrés et regroupés, a particulièrement plu aux ouvriers.

C'est dans ce contexte que la direction générale proposait une réunion à Paris le vendredi 13 octobre.

Si la direction a bien entrouvert la porte, elle n'a rien lâché de concret et l'intersyndicale a bien eu du mal à cacher, lundi matin 16 octobre, devant 3 000 salariés présents sur le terre-plein, qu'elle était montée à Paris pour rien, si ce n'est pour la promesse d'une nouvelle réunion avec la direction locale. En effet, le PDG a parlé de relever les bas salaires. Mais qu'est-ce qu'il entend par bas salaires ? Si nous débrayons aussi massivement depuis 4 semaines pour 1 500 F c'est que nous considérons que nous avons tous des salaires minables aujourd'hui !

Quant au statut, rien de nouveau n'a été dit par rapport à ce qui avait été annoncé aux organisations syndicales début septembre. Et pour finir le patron «évoque» des discussions pour les départs en préretraite, mais là aussi tout est dans le vague.

Bien sûr le patron essaie de gagner du temps, de négociation en négociation, espérant nous voir lâcher prise sur nos 1 500 F.

Personne n'avait beaucoup d'illusion au sujet de la négociation. Chacun sait que les patrons ne lâchent pas facilement. Mais aujourd'hui, tout le monde s'interroge : comment faire céder le patron ? Chacun sent qu'il faudrait faire plus. Mais le pas est difficile à franchir. Alors, pour l'instant, les débrayages restent massifs et sur le paquebot la production reste perturbée. Les patrons n'ont pas gagné la partie...

Correspondant LO

Snecma (Gennevilliers)

ÇA ROUILLE POUR LA DIRECTION

Fin juin, début juillet, à la SNECMA Gennevilliers, des éjections de particules d'acier doux s'échappaient des bouches d'aération du toit de l'atelier des forges, aux «Traitements de surface».

La première information donnée à l'ensemble du personnel a été faite au mois d'août par un tract CGT. En effet, une centaine de voitures, garées sur le parking proche des Forges, avaient la peinture piquée de points de rouille.

Au début, la direction niait toute responsabilité mais, après enquête, il s'avérait que le toit des Forges était absolument recouvert de particules.

Devant le nombre croissant de véhicules endommagés de son fait, la direction décidait, en relation avec son assureur, l'UAP, de faire venir sur le centre des experts. Ceux-ci devaient examiner les voitures concernées, déterminer la valeur des dommages et proposer une somme pour régler le sinistre à l'amiable. A la suite de cette expertise, la direction s'engageait à verser un chèque dans les dix jours. Pour bénéficier de cette procédure accélérée et de ces remboursements, il suffisait de déposer un dossier au service Assurance de la SNECMA qui vous convoquait pour l'expertise sur le lieu de travail.

Il faut dire que tout ce déploiement de bonne volonté de la part de la direction relevait d'une mauvaise appréciation de l'ampleur des dégâts puisque la direction tablait sur 300 véhicules touchés alors que finalement 700 ont été recensés ! Vu la quantité croissante de gens qui venaient déposer leur constat, la direction décidait, unilatéralement, de fixer au 2 octobre la fin de cette mesure de règlement accéléré, ne tenant pas compte des cas qui se déclareraient après cette date. Elle ne faisait aucune note de service pour signaler cette mesure. Seules la CGT et la CFDT se chargeaient d'informer. Quant aux cas déclarés au-delà de la date convenue, la direction demandait aux intéressés de passer par leur assurance, ce qui signifiait des mois de procédure, avec passage devant les experts des deux assurances, déplacements, accords entre assurances, etc. Pour tous ceux-là, la direction, en fait, se lavait les mains.

Le mécontentement a donc gagné les ateliers, surtout la Mécanique où les tâches de rouille s'étaient déclarées bien plus tard et où l'information restait insuffisante. Le vendredi 6 octobre, la CGT appelait à un débrayage pour se rendre aux bâtiments administratifs, afin que la direction prolonge les mesures de simplification pour les 70 cas restants. Une cinquantaine de personnes se retrouvaient devant le Bâtiment en question pour exprimer leur mécontentement à deux représentants de la direction totalement incapables de prendre une décision. Les organisations syndicales demandaient alors une réunion avec des responsables qui le soient vraiment pour le 9 octobre, en signalant bien qu'il n'était pas question de laisser aller à la trappe les cas restants.

Le 9 octobre, la direction a dû annoncer le report de l'échéance au 14 octobre. Si elle avait tenté d'étouffer l'information, de décourager les personnes lésées, c'était raté ! Les voitures aujourd'hui continuent d'être expertisées sur le centre. Cela grâce à l'intervention de tous ceux qui ne voulaient pas être les dindons de la farce.

Correspondant LO

Malakoff (Hauts-de-Seine)

MÉCONTENTEMENT CHEZ LES TRAVAILLEURS COMMUNAUX

Depuis quelques jours, des mouvements de mécontentement ont lieu chez les travailleurs communaux des Hauts-de-Seine. A l'initiative de la CGT, ils ont lancé un appel pour affirmer que les travailleurs devraient lutter tous ensemble pour exiger des patrons et du gouvernement une augmentation de 1 500 F tout de suite et un SMIC à 6 500 F.

Le jeudi 12 octobre, l'ensemble du personnel communal de Malakoff, en particulier, a débrayé la journée, après l'avoir décidé en assemblée générale, et les travailleurs techniques de la ville, excédés par leurs conditions de travail (manque de personnel, non remplacement du personnel absent ou partant à la retraite), ont reconduit le mouvement le vendredi 13.

Embauchée à 4 200 F net, avec des horaires difficiles, 5 semaines de congés payés, une employée communale gagne, au bout de 20 ans, 5 267 F. Un ouvrier qualifié (avec CAP) débute à 4 935 F net, un rédacteur (minimum bac) à 5 520 F... Pas étonnant que peu de candidats se présentent malgré les avis d'embauche. Ceux qu'on appelle les «animateurs», entre autres les jeunes et les moins jeunes qui assurent les garderies, les centres aérés ou les surveillances de cantine, dont la majorité est vacataire, sont dans une situation encore plus précaire.

Les travailleurs des communes (mais dont la plupart ont des salaires de fonctionnaires imposés par l'Etat) en ont assez des salaires bloqués. La proposition d'une simple prime de 1 200 F pour 1989 ne suffit pas.

Alors ils montrent leur mécontentement, par des débrayages pour le moment, avec la conscience qu'ils ne peuvent gagner seuls. Mais en assemblée générale, ils se sont donné quelques moyens de s'adresser à d'autres. Ils portent un badge *«employé communal en lutte»*, essaient de convaincre ceux qui sont hésitants de s'y mettre, sur la ville et les communes avoisinantes, et ils se préparent à une nouvelle journée de grève le mercredi 18 octobre.

Rosières (Saint-Florent-du-Cher)

UN DÉBRAYAGE CONTRE LES LICENCIEMENTS

L'usine Rosières à Saint-Florent-sur-Cher, qui fabrique des appareils ménagers, a été rachetée voici deux ans par le groupe italien Fumagalli qui possède aussi Candy. Bien avant ce rachat, il y avait déjà eu des licenciements, surtout depuis 1985 : nous sommes passés de 1005 à 770. La dernière charrette, en juillet, avait touché neuf personnes. Fin août, le CE a annoncé à nouveau 56 licenciements, ce qui a aussitôt provoqué un débrayage.

Nous nous sommes donc retrouvés à 80 dans la cour, déterminés à faire savoir à la direction que nous n'étions pas décidés à lui laisser faire ses mauvais coups. Car c'est bien d'un mauvais coup qu'il s'agit. La situation de l'entreprise est florissante, tout le monde le reconnaît, du PDG à l'expert financier. Et si Candy licencie ce n'est pas que cela va mal, c'est pour accroître ses profits. C'est ce qui révolte tout le monde : ceux qui sont licenciés comme ceux qui restent ; les cadences ne font qu'augmenter et nous savons bien que si les licenciements passent, il faudra sortir la même production avec 56 camarades de moins.

Aux Presses, par exemple, la direction a demandé à plusieurs reprises de venir travailler le samedi. Au Magasin, certains camarades ont jusqu'à 15 jours ou 3 semaines de congés à récupérer et n'ont pu le faire car il y avait trop de travail.

A partir du mardi 3 octobre, nous attendions les lettres de convocation à la réunion avec les ASSEDIC. Les lettres devaient être envoyées en début de semaine, mais la direction a choisi d'en retarder l'expédition jusqu'au jeudi, afin que nous les recevions pour le week-end et que lundi 9 octobre les licenciés ne soient pas présents à l'usine. Elle avait même prévu d'arrêter une chaîne.

Mais le lundi en question, à l'embauche, quelques camarades licenciés se sont regroupés, ont décidé de débrayer et de demander à leurs camarades de se joindre à eux. A 8 h 30, nous avons commencé le tour des chaînes et nous avons réussi à entraîner quelques dizaines de camarades, du Montage principalement. La CGT a rejoint le mouvement et a fait débrayer aussi.

L'ambiance était joyeuse : *«Attention, on va être licenciées !»* plaisantaient certaines. Les chefs, eux, étaient discrets. Nous en avons profité pour leur dire ce que nous avions sur le cœur.

A la fin du débrayage, quelqu'un a fait la proposition de remettre ça le lendemain pour accompagner nos camarades à l'entrevue avec la direction et les représentants des ASSEDIC. Cette proposition a été acceptée.

Tout le monde était content d'avoir réagi et même si le lendemain nous étions moins nombreux, nous étions tous persuadés d'avoir eu raison de le faire.

Correspondant LO

Navigation Mixte Via-Assurances

LES MILLIARDS DES UNS ET LES PETITS SALAIRES DES AUTRES

Le groupe d'assurances Via-Rhin-et-Moselle était jusqu'à ces derniers jours une filiale directe de la Compagnie de Navigation Mixte (CNM), un holding financier contrôlant un conglomérat de sociétés très diverses et toutes très rentables. La «Mixte», comme on dit dans les milieux boursiers, étend son activité de l'assurance à la banque (Via Banque) en passant par l'agro-alimentaire (Saupiquet-Cassegrain), les transports (GTI), l'industrie (Fichet-Bauche, Aéronautique Hurel-Dubois) et les services (Via-Voyages, Via-Locations, Brinks), etc. Le secteur assurances de ce géant financier affiche des résultats florissants depuis des années (343,6 millions de francs de bénéfices nets en 1988). Ces bénéfices, loin de servir à des investissements productifs utiles ou à créer des emplois, ne font qu'alimenter la spéculation en Bourse, un art dans lequel les compagnies d'assurances ont toujours excellé. Quant au contraste entre les profits à la hausse et les salaires à la baisse, les employés de Via ont pu en avoir récemment un bel aperçu.

Les profits considérables des sociétés dépendant de la Mixte ont été réalisés à coup de baisse des effectifs, de baisse des salaires réels et, dans certains cas, d'une véritable surexploitation. A Via-assurances depuis plusieurs années, il y a près de 100 départs par an (dont une grande partie par «incitation») et l'effectif est passé d'environ 2 000 en 1980 à un peu plus de 1000 aujourd'hui. Chez Saupiquet, on est payé au SMIC et les conserveries utilisent au maximum les travailleurs saisonniers sous-payés qu'on fait trimer à cadence accélérée et qu'on «remercie» dès qu'on n'en a plus besoin. Quant au personnel de gardiennage d'entreprises de la Brinks, il arrive bien souvent qu'il effectue 200 heures par mois pour des salaires de moins de 5 000 F nets !

Un homme règne sur cet empire, Marc Fournier, classé 70e fortune de France en 1988, affairiste discret que ses collègues financiers ne semblent pas beaucoup apprécier. Comme le disait *Le Monde* du vendredi 6 octobre : *«Ce loup solitaire ne déchaîne pas une sympathie excessive. «C'est un gredin et un maître-chanteur» mugissent les plus modérés de ses détracteurs».*

Récemment Fournier a ramassé un petit pactole de près de 1 milliard de francs en revendant ses parts dans Victoire à l'occasion de l'OPA lancée par Suez.

Mais, entre requins, les cadeaux n'existent pas et les profits juteux de Via-RM ont excité bien des convoitises. Dès juin dernier, les actions de la Mixte commençaient à être «ramassées» en Bourse et on parlait d'«OPA sauvage» et de «raiders». Le lundi 2 octobre on apprenait enfin qu'à la suite d'une tractation, Fournier avait cédé 50% du groupe d'assurances Via-RM au géant de l'assurance européenne, l'Allianz (RFA), moyennant 6,5 milliards de francs !

Cette opération porte les liquidités de la Mixte à 11 milliards de francs et son trésor de guerre total, tenant compte des participations majoritaires dans l'industrie et les services, s'élèverait aujourd'hui à 25 milliards de francs !

Côté employés de Via, on a pu constater qu'à cette occasion, l'esprit maison tant souhaité par la direction ne s'est guère manifesté. Il y a maintenant belle lurette que Via signifie pour tout le monde fins de mois difficiles et départs non remplacés de collègues. 2% d'augmentation pour toute l'année 1989 avec un minimum de 134 F brut, ça ne vaut vraiment pas la peine de se sentir «Via». Alors travailler pour X ou Y, ou X marié avec Y, qu'est-ce que ça peut bien changer ? On se le demande.

Mais la palme d'or du comique de cette affaire revient incontestablement au PDG, Emmanuel Gautier, qui a pondu une lettre distribuée à chacun des salariés. Dans cette missive ronflante et surréaliste, le PDG, après avoir exposé les raisons de l'accord financier, déclare : *«J'espère aussi que vous ressentez comme moi une certaine fierté devant notre entrée dans la «cour des grands de l'assurance», grâce au travail de tous, en souhaitant bon courage à tous pour la tâche exaltante qui nous attend et que je suis heureux de pouvoir poursuivre avec vous » !*

Dans tous les bureaux ce morceau de littérature n'a suscité qu'éclats de rire moqueurs ou cris d'indignation. Les commentaires ont fusé : *«Il se fout de notre gueule», «C'est comme ça qu'il nous remercie»,* etc. La lettre du PDG s'est bien vite transformée en confettis ou boulettes de papier et les discussions sur les salaires ont eu tendance à remplacer la «tâche exaltante» quotidienne.

L'augmentation des salaires de 1500 F par mois, pour tous les employés du groupe Via-RM (2 500 personnes), ne représenterait, charges sociales comprises, qu'un peu plus de 1% des 6,5 milliards que vient d'empocher M. Fournier.

Alors, une «Lettre ouverte» au PDG, en réponse à sa prose, a recueilli près de 300 signatures. 1500 F par mois pour tous n'apparaît plus aujourd'hui aux yeux de beaucoup d'employés comme une revendication «irréaliste» ou «exorbitante». Les 6,5 milliards de francs de Fournier représentent 20 années de salaires de tout le personnel du groupe...

Correspondant LO

EDF

(LO) (LO) (LO)

RESTRUCTURE SUR LE DOS DE SES TRAVAILLEURS

Depuis trois ans maintenant, EDF-GDF supprime environ 1 000 postes par an. Le mouvement s'accélère et la direction elle-même reconnaît qu'elle envisage 4 à 5 000 suppressions d'emplois d'ici 1993. Un chiffre qui ne sera pas définitif puisque la baisse des effectifs devrait se poursuivre encore après 1993. Guillamon, autrefois un des directeurs généraux d'EDF, déclarait en 1987 que, de là à l'an 2000, les effectifs devaient baisser d'environ 20 000 (EDF-GDF employait au total fin 1988, 150 844 travailleurs).

Tout cela s'inscrit, selon la direction, dans un grand projet de réformes de structure afin d'atteindre, explique-t-elle, trois objectifs : "la croissance", "l'amélioration de la qualité" et la "diminution des coûts", ce qui permettrait à l'entreprise d'être concurrentielle par rapport aux autres énergies (le fuel par exemple) et sur le marché européen.

Autant dire que l'amélioration de la qualité (équipement, service rendu), se voit souvent remise en question par la recherche de la diminution des coûts, qui est vraiment le souci premier de la direction. En particulier les coûts salariaux.

PAS DE LICENCIEMENTS MAIS DES TRAVAILLEURS À RECASER...

La baisse des effectifs ne se ferait pas par le biais de licenciements, mais par des départs en retraite et pré-retraite. Les suppressions de postes ont commencé il y a quelques années maintenant et, quand suppression de poste il y a, cela entraîne ce que la direction appelle des travailleurs "en surnombre" qu'elle essaie de recaser ailleurs. Ainsi, fin 1988, 11 400 travailleurs n'étaient pas affectés. Pour 8 000 d'entre eux, la direction n'avait aucune affectation en vue. Et de plus en plus fréquents sont les cas où des travailleurs ne voulant pas accepter la mutation et le poste "proposés" par la direction, se voient répondre : *"C'est ça ou la démission"*.

Le secteur en pleine réforme de structure est aujourd'hui la Distribution, à Paris particulièrement. Elle employait fin 1988 92 725 agents.

C'est la Distribution qui gère la fourniture de gaz et d'électricité à 36 millions d'abonnés.

EFFECTIFS À LA BAISSE, CHARGES DE TRAVAIL À LA HAUSSE...

Dans tous les centres parisiens, la direction a annoncé les chiffres. Au centre Paris-Ouest, les effectifs doivent passer de 1 370 fin 1988 à 1 100 fin 1993, soit 270 de moins. A Paris-Centre, ils doivent passer de 1 900 aujourd'hui à 1 100/ 1 200 d'ici à 1993. Mais c'est dans l'année qui vient qu'ils devraient diminuer de 675 : 450 agents devront être "réinsérés" et plus de 200 partiraient en pré-retraite.

Depuis des mois, les différentes directions réunissent par groupe ou individuellement les travailleurs. Lors de ces réunions, elles parlent "mobilité", "mixité" ou "plurifonctionnalité", qui permet qu'un ouvrier électricien soit aussi gazier et rentre lui-même en informatique le compte rendu de son travail. Pour beaucoup de travailleurs, la charge de travail a déjà augmenté. A la Relève par exemple, les tournées sont plus importantes et le nombre des compteurs relevés a souvent plus que doublé.

...POUR DES SALAIRES AU RABAIS

La direction a fait savoir qu'elle envisageait d'embaucher au plus bas niveau prévu par les statuts, le niveau GF1 (le "GF", Groupe Fonctionnel, est le niveau de qualification à EGF). Dans la pratique celui-ci n'existait plus depuis de nombreuses années. L'embauche se faisait au moins à la qualification GF2. Pour compenser, la direction dit qu'elle prévoit une prime en fonction du diplôme. Il y a encore quelques mois, un jeune avec le bac technique était embauché avec un salaire de 7 341,12 F. Aujourd'hui, cela peut être 5 735,62 F avec une prime de 790 F.

Pour les autres, la direction profite de la réorganisation pour revoir le déroulement de carrière et les primes.

Sur Paris, les qualifications étaient plus élevées qu'en province. La direction fait l'égalité par le bas. Dans les agences par exemple, avec la réforme, presque tous les postes sont déqualifiés de deux niveaux "GF". Pour faire passer cette mesure en douceur, la direction déqualifie le poste et laisse la qualification à l'agent en place. Il ne verrait pas son salaire diminuer immédiatement, mais c'est son déroulement de carrière qui est ainsi mis en cause, donc à terme le salaire. Et si c'est un nouveau qui prend le poste, c'est 500 à 800 F en moins sur le salaire et toujours un déroulement de carrière inférieur. Quant aux mutations de Paris en province, là aussi, c'est en général sur des postes d'un "GF" inférieur.

Par ailleurs, comme il n'y a pas de petites économies, la direction grappille par-ci par-là, en remettant en cause des primes. A partir du 1er janvier prochain, la direction entend supprimer la prime de conduite, 13 F par jour touchés par ceux qui conduisent pour le travail.

COMMENT RÉAGIR ?

Face à ces attaques, les travailleurs d'EDF-GDF ont réagi, mais seulement localement. En septembre 1986, les cinq centres de la Distribution parisiens ont fait deux à trois semaines de grève pour s'opposer à ce qu'ils appelaient *"la remise en cause des métiers parisiens"*.

Des centres de banlieue et de province ont aussi été en grève, mais toujours les uns après les autres, pour le maintien des postes, contre les réformes qui se mettaient en place. Et il n'y a pas que la Distribution qui a été touchée. Les centrales de production ont connu, tout dernièrement, des mouvements pour leurs conditions de travail.

Ces mouvements ont été nombreux mais rien n'a été fait pour les regrouper, les étendre à tout EDF-GDF, ni par les travailleurs eux-mêmes, ni encore moins par les syndicats, en tout cas ceux qui étaient partie prenante dans ces mouvements comme la CGT et qui au contraire insistaient sur les intérêts spécifiques des uns et des autres.

Jusqu'à présent, beaucoup de salariés se croyaient protégés par le "statut" EDF-GDF, c'est-à-dire les dispositions prises lors de la nationalisation de 1946, un peu plus avantageuses pour les salariés EGF que celles prévues par le code du travail. Il faut maintenant constater que partout à EGF la direction a nivelé par le bas, s'en prenant à tour de rôle aux différents secteurs. Et si chez les travailleurs l'attentisme domine, des réactions, toujours ponctuelles, n'ont pas cessé de se produire, comme par exemple à Paris-Nord où récemment des travailleurs se sont mis en grève contre les méfaits de la restructuration. Rien ne dit que cette inquiétude et ce mécontentement ne finissent par se transformer en colère.

Correspondant LO

La Révolution et les femmes

PAS VRAIMENT CITOYENNES...

La Révolution française n'eut pas, à l'égard des femmes, une attitude révolutionnaire, c'est le moins que l'on puisse dire. Elle adopta une législation libérale en matière de divorce, elle eut des projets plus ou moins égalitaires dans le domaine de l'éducation des filles. Mais les bourgeois révolutionnaires, y compris les Montagnards de 1793, à de rares exceptions près, se refusèrent à accorder aux femmes l'égalité des droits politiques.

Bien entendu, même si celles-ci restèrent donc, en bloc, des êtres "passifs" aux yeux de la loi, cela ne les empêcha pas d'intervenir activement et massivement dans le cours de la Révolution. Leur action ne fut pourtant reconnue par les autorités qu'à l'occasion des fêtes officielles, où l'on honorait les pures jeunes filles et les mères de futurs combattants républicains... en attendant l'heure de la répression.

ph. Arc.

Gravure représentant une femme devenue libre et maniant "d'autres armes que l'aiguille et le fuseau".

"NE FAITES PAS DES RIVAUX DES COMPAGNES DE VOTRE VIE"

L'exclusion des femmes du droit de citoyenneté politique était évidemment en contradiction flagrante avec les grands principes proclamés en 1789. Et même si, à vrai dire, il n'y eut pas de véritable débat à ce sujet tant la chose allait sans doute de soi, un certain nombre de députés ne purent manquer de le ressentir. Par exemple, Condorcet (pour qui les différences sociales entre les sexes n'étaient que *"l'ouvrage de l'éducation"*) avait écrit : *"Pourquoi des êtres exposés à des grossesses, à des indispositions passagères, ne pourraient-ils pas exercer des droits dont on n'a jamais imaginer de priver les gens qui ont la goutte tous les hivers, et qui s'enrhument aisément ?"*, pour conclure si bien : *"Ou aucun individu de l'espèce humaine n'a de véritables droits, ou tous ont les mêmes ; et celui qui vote contre le droit d'un autre, quels que soient sa religion, sa couleur ou son sexe, a dès lors abjuré les siens"*.

Mais une contradiction au niveau des principes ne pouvait suffire à détruire les préjugés misogynes, dont on sait à quel point ils peuvent être tenaces, y compris en temps de révolution... L'oppression des femmes remonte à l'aube des sociétés de classes. Et les bourgeois révolutionnaires français, aussi universellement humains que leurs meilleurs représentants se voulussent, aussi rigoureuse que sût être parfois leur démarche intellectuelle, n'œuvraient en fin de compte que pour assurer l'avènement de leur propre domination de classe.

Sans doute ne pouvait-on attendre que leurs assemblées parlementairees fissent d'emblée table rase de toutes les tares héritées de l'ancien monde, jusque dans la mentalité de leurs propres membres.

Cependant, les préjugés n'expliquent pas tout. D'une manière générale, lorsque les représentants de la bourgeoisie commencèrent en 1789-90 à organiser leur nouveau pouvoir politique, ils ne se montrèrent pas, spontanément, particulièrement "partageux", même au simple niveau du droit de vote. Rappelons que, pour que la masse des pauvres des campagnes et des sans-culottes des faubourg y accède, il fallut le déclenchement de la guerre et l'insurrection qui abattit la monarchie, le 10 août 1792. Trois ans s'étaient écoulés depuis la fameuse Déclaration solennelle d'égalité de "tous les hommes"...

Trois millions d'hommes supplémentaires admis à la citoyenneté (qui impliquait, outre le droit de vote, celui d'être armé dans le cadre de la Garde Nationale), c'était sans doute déjà bien considérable pour les bourgeois. Alors, les femmes... Talleyrand s'était chargé, peu auparavant, d'expliquer à ses collègues de l'Assemblée, comment se donner bonne conscience à ce sujet : *"Une moitié du genre humain exclue par l'autre de toute participation au gouvernement ; des personnes indigènes par le fait et étrangères par la loi, sur le sol qui les a cependant vu naître... ce sont là des phénomènes politiques, qu'en principe abstrait, il paraît impossible d'expliquer ; mais il est un ordre d'idées dans lequel la question change et peut se résoudre facilement. Le but de toutes les institutions doit être le bonheur du plus grand nombre... Or, il nous semble incontestable que le bonheur commun, surtout celui des femmes, demande qu'elles n'aspirent point à l'exercice des droits et des fonctions politiques. Qu'on cherche ici leur intérêt dans le vœu de la nature..."*.

Conclusion : *"Tenons-nous-en là, et n'invoquons pas des principes inapplicables à cette question. Ne faites pas des rivaux des compagnes de votre vie !..."*.

CITOYENNES ACTIVES

De nombreuses femmes participèrent à l'insurrection des 12-14 juillet 1789 où la Bastille fut assaillie par *"une foule de tout sexe"*. De même, au 10 août 1792, lors de l'attaque des Tuileries. La plupart, contrairement à Olympe de Gouges ou Théroigne de Méricourt, sont restées anonymes. Mais c'est surtout en octobre 1789 et pendant l'année 1793 que des masses féminines jouèrent un rôle politique actif, faisant progresser la révolution par leur intervention.

On les a vues à l'œuvre les 5 et 6 octobre (Cf. *LO* n° 1113). Les conséquences de ces journées furent peut-être plus importantes que la prise de la Bastille elle-même. En tout cas, pour nombre de députés, le spectre de l'intervention du peuple prit dès lors visage de femme - celui de ces marchandes, ces blanchisseuses, ces couturières, pleines de résolution, et même farouches, qui ne reculaient pas devant l'action directe sur les autorités constituées... Contrairement aux vainqueurs de la Bastille, elles ne furent pas mises à l'honneur : une procédure juridique fut entamée contre un certain nombre d'entre elles.

Les masses féminines des grandes ville se mobilisèrent à nouveau, et se radicalisèrent, en 1792 et surtout 1793.

Le sans-culotte politisé, informé des discours et des décisions de la Convention, des luttes entre Girondins et Montagnards, faisant la lecture des journaux dans les cabarets, vigilant contre les conspirateurs, les aristocrates et les prêtres, prompt à se mobiliser sur le problème des subsistances, acharné à réclamer le blocage du prix des denrées, à traquer les signes de privilèges et les traitements de faveur, à réclamer la terreur contre les marchands et les riches en général, ce sans-culotte était bien souvent UNE sans-culotte, pour qui l'éga-

MAIS RÉSOLUMENT RÉVOLUTIONNAIRES

lité proclamée ne devait pas rester lettre morte. Le mot "égalité" produit *"une douce impression... sur les femmes surtout. Apparemment que, nées esclaves des hommes, elles ont un plus grand intérêt à son règne"* (note un observateur de police !).

Pendant l'An II, alors que les sections se vidaient des hommes jeunes partis aux frontières ou en Vendée, les femmes du peuple occupèrent la rue, les tribunes de la Convention, de la Commune, du Tribunal révolutionnaire (et elles accompagnèrent la guillotine) ; elles avaient, disait-on, *"la rage de courir les assemblées"*. Privées du droit d'être armées, elles cherchaient à exercer elles aussi une part du pouvoir, au moyen d'une pression permanente sur les instances de la Terreur montagnarde.

Les plus politisées se réunirent dans le Club des Citoyennes Républicaines Révolutionnaires, avec Pauline Léon et Claire Lacombe, et jouèrent un grand rôle dans les insurrections des 31 mai et 2 juin 1793 qui aboutirent à la chute des Girondins.

Le programme radical de salut public mis en avant par le Club se rapprochait de celui des Enragés du curé Jacques Roux.

PEUR DES FEMMES, ET/OU PEUR SOCIALE ?

Mais si l'action du Club des Citoyennes Républicaines Révolutionnaires, et les interventions des femmes furent saluées pendant une brève période par les dirigeants montagnards, si les *"héroïnes des 5 et 6 octobre 1789"* furent même alors glorifiées, si les femmes purent relativement s'exprimer au club des Cordeliers, et surtout dans les sociétés populaires des différents quartiers, le point culminant était atteint. Le 30 octobre, *"les clubs et les sociétés populaires de femmes sous quelque dénomination que ce soit"*, furent interdits.

La répression contre les clubs et les réunions de femmes fut, en gros, parallèle à la répression contre l'aile la plus radicale de la sans-culotterie. Et le reflux fut parallèle aussi. Les soulèvements de Germinal et Prairial An III (avril et mai 1795), qui furent les derniers soubresauts populaires de la Révolution, furent marqués à nouveau par l'intervention et l'initiative des femmes du peuple de Paris, qui mobilisèrent les ouvriers. Ceux-ci furent désormais exclus de la Garde Nationale. Quant aux femmes, les Thermidoriens réglèrent leur sort par le décret du 4 prairial : *"Considérant qu'au milieu des troubles qui agitent Paris... des femmes, ou égarées, ou suscitées par les ennemis de la liberté, abusant des égards qu'on a pour la faiblesse de leur sexe, courent les rues, s'attroupent, se mêlent dans les rangs et jettent le désordre dans toutes les opérations de police et militaires.*

Décrète que toutes les femmes se retireront, jusqu'à ce qu'autrement soit ordonné, dans leurs domiciles respectifs : celles qui, une heure après l'affichage du présent décret, seront trouvées dans les rues, attroupées au-dessus du nombre de cinq, seront dispersées par la force armée et successivement mises en état d'arrestation jusqu'à ce que la tranquillité publique soit rétablie dans Paris".

C'était à une partie particulièrement remuante du mouvement populaire que le pouvoir s'en prenait, tout autant qu'aux femmes en tant que telles. Mais pour toutes les femmes, c'en était fini pour longtemps des libertés qu'elles avaient pu conquérir, dans les faits, pendant les années révolutionnaires.

Heureusement, après les *"tricoteuses"* de l'An II - ces *"têtes de Méduse dont l'aspect pétrifie"* (l'expression, entre autres, est du journaliste Gorsas) - la bourgeoisie trouverait les *"pétroleuses"* de la Commune de 1871...

Christiane LE GUERN

Un club patriotique de femmes. Ces clubs virent le jour à partir de mai 1793 pour être interdits peu après.

ph. Arc.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

La société d'Editions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

Afrique du Sud

LE RÉGIME CHERCHE À GAGNER DU TEMPS

Le gouvernement sud-africain a libéré huit militants noirs qui avaient été condamnés à la prison à perpétuité. La plupart étaient en prison depuis plus de vingt-cinq ans. A part l'un d'eux qui appartient au PAC (Congrès Pan Africaniste), une organisation minoritaire issue d'une scission de l'ANC (Congrès National Africain), tous les autres sont de vieux dirigeants de celui-ci, dont Walter Sisulu, son leader le plus prestigieux après Mandela.

Frederik De Klerk, le chef de l'Etat récemment élu, a donc fait un petit pas supplémentaire dans la voie de l'assouplissement du régime. Ce pas vient après l'autorisation, au moins tacite, d'un certain nombre de manifestations dirigées par l'ANC, ou des organisations qui lui sont proches. Il reste cependant 3 500 prisonniers politiques dans les geôles sud-africaines, dont Mandela lui-même que le régime hésite toujours à libérer. L'état d'urgence est toujours en vigueur, qui permet à la police d'interner qui bon lui semble ou d'interdire ce que bon lui semble. D'autres manifestations ont été récemment réprimées violemment.

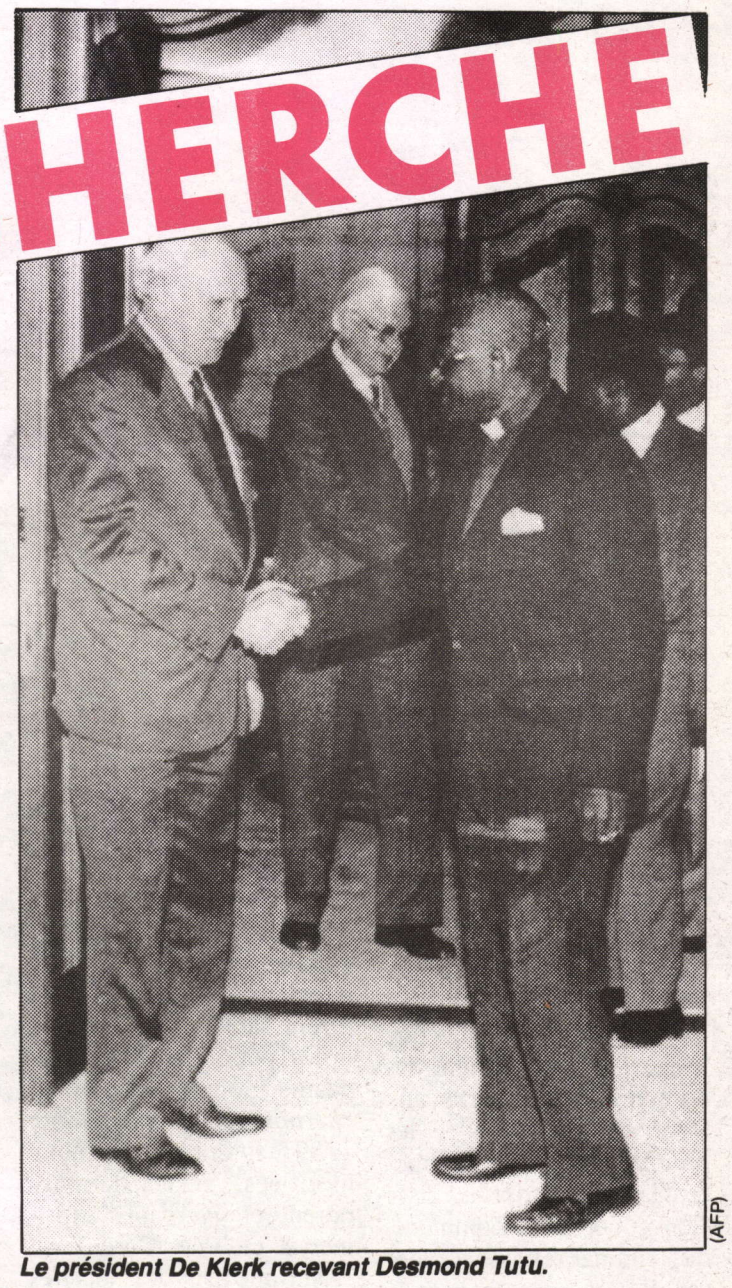
Le gouvernement vient aussi, par la même occasion, de faire un petit pas dans le sens de ce qu'il appelle le «dialogue», c'est-à-dire le dialogue avec les organisations noires anti-Apartheid, principalement l'ANC. Mandela a révélé lui-même que la libération des huit avait été précédée de plusieurs discussions entre lui et le ministre de la Justice. Il y a quelques jours, De Klerk recevait officiellement Desmond Tutu, le célèbre archevêque, prix Nobel de la paix, qui lui soumettait un plan pour sortir le pays de l'Apartheid, plan auquel le chef de l'Etat n'a répondu ni oui ni non. Et il est notoire que les contacts et les entrevues plus ou moins secrètes ou discrètes entre les hommes du gouvernement et ceux de l'ANC vont bon train depuis quelques temps.

Pressé par la situation toujours aussi explosive, pressé aussi par les grandes puissances impérialistes, le gouvernement sud-africain voudrait bien trouver une voie qui ramène le calme et l'ordre dans le pays. Car, calme et ordre, la répression qui s'est à nouveau déchaînée après les grandes émeutes de 1985, ne les a rétablis qu'en surface. Le gouvernement sait aussi que cela suppose au moins la fin de l'Apartheid, ce régime raciste qui donne tout pouvoir à la communauté blanche et nie tous les droits à l'énorme majorité des Noirs.

Son problème, c'est comment parvenir à mettre fin à l'Apartheid sans bouleversements sociaux majeurs, comment le faire sans que les masses noires opprimées en acquérant les droits civiques et politiques formels ne soient encouragées à mettre fin aussi à la domination économique et sociale de la bourgeoisie blanche ? Comment persuader la masse des petits Blancs de renoncer au statut qu'ils considèrent comme la seule garantie de leurs petits privilèges face aux Noirs maintenus, pour l'immense majorité, dans la misère.

Cette voie, le gouvernement sud-africain ne l'a pas encore trouvée, même si ce n'est pas faute de la chercher.

Alors, à la fois pour la préparer mais aussi pour se donner un peu plus de temps pour lanterner, il a choisi de «dialoguer» avec les organisations noires, et finalement avec la plus influente d'entre elles, l'ANC. Celle-ci est toujours interdite et nombre de ses militants emprisonnés ou pourchassés. Mais dans le même temps on lui entrouvre quelques portes et on lui donne un peu de marge pour se montrer.


(AFP)

Le président De Klerk recevant Desmond Tutu.

Ce n'est évidemment pas une solution définitive ni même durable. Ne serait-ce que parce que l'ANC ne va certainement pas s'en contenter longtemps. Mais cela peut donner quelque répit au gouvernement sud-africain.

Le temps de concocter, avec ou sans l'aide de l'ANC, la solution qui s'imposerait aussi bien aux petits Blancs racistes, qu'à la masse des Noirs déshérités ? Cela dépend sans aucun doute surtout de cette dernière et de sa capacité à attendre encore longtemps sans exploser à nouveau. Car si on en est là, si le régime lui-même cherche à se débarrasser de l'Apartheid, c'est bien parce que, depuis une quinzaine d'années, les masses noires sont entrées en révolte permanente, ponctuée par de véritables insurrections dans les «townships», comme en 1976, en 1980, en 1985. Un rythme qui doit donner des angoisses, en cette fin d'année 1989, à De Klerk et ses ministres.

Jacques MORAND

Walter Sisulu retrouve sa femme.

(AFP)

LUTTE DE CLASSE N° 26
est parue

Au sommaire :
- **Argentine : le troisième âge du péronisme.**
- **Etats-Unis : Une opposition dans le syndicat de l'Automobile.**
- **A propos de l'Irlande et des nationalistes irlandais : une critique de l'Irish Workers Group et la réponse de *Lutte de Classe*.**

Grande-Bretagne

VIRUS, FAIS-LEUR PEUR...

Comme en France, le «virus» informatique du vendredi 13 octobre, cette race de programmes parasites conçus pour faire des ravages à date fixe, a fait la Une de la presse britannique.

Des experts se sont multipliés à la télévision aux heures de grande écoute pour expliquer à la population que comptes en banques et cartes de crédit n'avaient rien à craindre : seuls les «bricoleurs», les possesseurs d'ordinateurs personnels, au pire les petites PME couraient un risque, mais sûrement pas les grandes entreprises.

Et la presse économique s'interrogeait avec inquiétude sur le danger de voir les petits déposants s'abattre sur les banques au début de la semaine pour en retirer leurs sous par mesure de précaution.

Eh bien, peut-être aurait-il été sage après tout de le faire, à voir la tourmente qui s'est abattue sur les opérations financières.

Ainsi, les clients de NatWest, le plus grand établissement financier du pays, se sont vu refuser toute écriture datée du 13 octobre. Motif : dans tout le groupe, l'horloge des ordinateurs a été avancée de 24 h au matin du 13 puis retardée d'autant au matin du 14. La multiplication des effets datés du 14 a, dit-on, créé une belle pagaille...

Aux chemins de fer britanniques, en revanche, les 60 000 agents d'exécution qui touchent leur paie hebdomadaire chaque jeudi, n'ont rien touché le 12 octobre. Immédiatement le virus a été mis en cause par beaucoup de travailleurs concernés. Prise de panique, la direction a répliqué en organisant des réunions pour tenter de convaincre les cheminots qu'il ne s'agissait pas de virus, mais de la perte fortuite de bandes magnétiques, et que surtout il fallait garder un secret absolu sur l'incident. Il faut dire que le système informatique qui délivre les paies assure aussi la régulation de la signalisation dans tout le sud du pays...

F.R.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995